



REVUE DE PRESSE
ÉDITION 2020

SOMMAIRE



Vous trouverez dans les pages qui suivent un découpage mensuel et thématique non exhaustif des retombées les plus significatives de Générations Futures dans la presse web, écrite, à la télévision et à la radio en 2019. Des extraits de journaux et magazines ont été intégrés à la fin de chaque rubrique à partir des originaux PDF dont l'usage est strictement réservé à la rédaction de ce document. Pour toute question ou demande d'information complémentaire, merci d'adresser votre requête à adherent@generations-futures.fr

JANVIER-FÉVRIER

- 4 Bilan Ecophyto
- 8 Cadre national et chartes d'engagements
- 13 Déméter
- 15 Glyphosate
- 16 Recours SDHI
- 19 Shake Ton Politique
- 20 Décision Conseil constitutionnel-exportation pesticides non autorisés
- 22 ICE
- 23 Perturbateurs Endocriniens
- 24 Table ronde - Jeunes Agriculteurs vs FV
- 25 Ferme des 1000 vaches
- 26 Rapport EXPPERT 11
- 31 Emission Tout compte fait - Bouquet de pesticides
- 32 Etats Généraux des Riverains (Blaye)
- 33 Conférence Graulhet
- 34 Salon de l'Agriculture

MARS-AVRIL

- 36 SPAP 2020
- 37 Interdiction Insecticides Closer et Transform
- 38 Bilan du plan Ecophyto
- 39 ICE
- 40 Chartes d'engagement
- 46 Recours cellule Déméter
- 48 Plateforme Pour une autre PAC

MAI-JUIN

- 50 Recours instruction ministérielle
- 54 Communiqué COVID-19 vs lobbying de l'agrochimie
- 55 Documentaires
- 56 Stratégies européennes (F2F, Biodiv, chimiques)

SOMMAIRE



JUILLET-AOÛT

- 58 Ventes pesticides
- 59 Chartes d'engagements
- 60 Rapport EXPPERT 12
- 61 CETA
- 62 Dossier Déméter
- 64 Résultats Campagne Nationale Exploratrice des Pesticides
- 65 Dossier betteraviers - néonicotinoïdes

SEPTEMBRE-OCTOBRE

- 75 Coquelicots
- 76 Dossier betteraviers - néonicotinoïdes
- 87 Interdiction partielle du glyphosate
- 90 Rapport résidus
- 94 Tribune
- 95 Abeilles guidelines
- 96 Pesticides dans le vin
- 97 Rapport : "Exclusif : des néonicotinoïdes dans nos assiettes !"
- 101 Notre assiette pour demain
- 103 Publication Stratégie Chimique
- 105 Victoire Paul François
- 108 Plainte du CIVB

NOVEMBRE-DÉCEMBRE

- 110 Perturbateurs Endocriniens
- 111 Glyphosate
- 115 Victoire - Coteau de Chartèves
- 116 Dossier betteraviers - néonicotinoïdes
- 118 Secrets toxiques
- 120 Tribune - Approche one health
- 122 Procédure Valérie Murat - HVE
- 123 Pesticides fruits et légumes
- 124 Plan de protection des pollinisateurs
- 126 Agribalyse

JANVIER

FÉVRIER

Bilan Ecophyto

Presse web

Terre Net

07/01



Plein Champ

07/01



“

« Je pense qu'on ne peut pas imputer une telle augmentation simplement aux stocks qui ont été faits avant l'introduction d'une augmentation », a pour sa part déclaré à l'AFP François Veillerette, directeur de l'association Générations Futures.

“

“Je pense qu'on ne peut pas imputer une telle augmentation simplement aux stocks qui ont été faits avant l'introduction d'une augmentation”, a pour sa part déclaré à l'AFP François Veillerette, directeur de l'association Générations Futures.

Journal de l'Environnement

08/01



“

«Un plan de réduction qui conduit à une augmentation, ça devient tragique», a résumé François Veillerette, directeur de l'association Générations futures.

Good Planet Info

08/01



“

Spécialiste de la santé et de l'environnement, François Veillerette, Directeur de l'association Générations Futures revient sur ce sujet dans cet entretien.

Presse web

Sud Ouest

08/01

Actu Environnement

09/01



« Le gouvernement reste atone »

« Je pense qu'on ne peut pas imputer une telle augmentation simplement aux stocks qui ont été faits avant l'introduction d'une augmentation », a pour sa part déclaré François Veillerette, directeur de l'association Générations Futures. Dans un communiqué, l'organisation écologiste dénonce « cette hausse considérable de la dépendance de notre agriculture aux pesticides qui marque l'échec total de ce plan Ecophyto! Il est maintenant évident que ce plan restera un échec tant que l'État s'en remettra au bon vouloir de la profession agricole pour faire évoluer de manière volontaire ses pratiques! ».

« Alors que ces chiffres devraient appeler à une profonde remise en question et à un sursaut historique, le gouvernement reste atone » a réagi de son côté la Fondation Nicolas Hulot, qui « appelle le gouvernement et les parlementaires à se ressaisir pour donner un cap clair aux agriculteurs et protéger l'environnement et les citoyens ».

“

"Je pense qu'on ne peut pas imputer une telle augmentation simplement aux stocks qui ont été faits avant l'introduction d'une augmentation", a pour sa part déclaré François Veillerette, directeur de l'association Générations Futures.



Un plan pas assez contraignant ?

Après une légère baisse en 2017, le comité a constaté une augmentation globale forte des quantités de produits phytopharmaceutiques vendues en 2018.

Comité d'orientation stratégique et de suivi

« Il est maintenant évident que ce plan restera un échec tant que l'État s'en remettra au bon vouloir de la profession agricole pour faire évoluer de manière volontaire ses pratiques ! La période des mesures non contraignantes a vécu et il faut maintenant que l'État français fixe des règles beaucoup plus contraignantes », réagit l'association Générations Futures.

En début de quinquennat, le Gouvernement a demandé aux filières d'organiser leur propre transition en s'engageant au travers de plans. Mais devant leur manque d'ambition, ces documents devaient être revus et présentés à l'automne dernier. Rien depuis...

Pour Générations futures, face à l'échec constaté, « une évolution radicale du plan Ecophyto » est nécessaire. « Celui-ci doit imposer des objectifs de réduction par culture et par région, décroissants dans le temps année après année, qui soit contraignants et dont le non-respect déclenche des sanctions, notamment financières. À l'inverse, les agriculteurs les plus performants dans le domaine de la réduction de l'usage des pesticides doivent être soutenus et aidés pour les efforts qu'ils déploient, l'ensemble pouvant assimiler à un système de bonus/malus ».

“

"La période des mesures non contraignantes a vécu et il faut maintenant que l'État français fixe des règles beaucoup plus contraignantes", réagit l'association Générations Futures.

Politis

14/01

Novethic

021/01



Connivences à peine déguisées

D'ailleurs cette redevance n'est pas nouvelle et n'a jamais freiné l'utilisation des pesticides, puisque les « plans ecophyto » n'ont pratiquement jamais entraîné la moindre diminution des tonnages achetés et épanchés, malgré la disparition, par interdiction, d'un certain nombre des substances les plus dangereuses. Cette explication sur les agriculteurs qui auraient fait des stocks (alors que la plupart de ces produits se conservent mal) avait été préparée au cours des réunions entre des animateurs de l'UIPP et les représentants de la FNSEA. Les mêmes lobbies qui ont réussi, en conjuguant leurs efforts, à convaincre le gouvernement et les parlementaires de la majorité que la réglementation sur les distances maximales entre les épandages et les habitations devaient rester les plus faibles possible. Opération réussie.

Ce qui n'empêche pas le gouvernement, les quatre ministères concernés, d'expliquer en chœur, avec l'UIPP et la FNSEA, qu'en réalité, les produits que l'on affable souvent désormais du nom plus rassurant de « substances de biocontrôle » sont de moins en moins vendues et utilisées. Mais les chiffres le démentent. Ce qui explique le commentaire de François Veillerette, directeur de l'association Générations futures : « Cette hausse considérable de la dépendance de notre agriculture marque l'échec total du plan Ecophyto, qui restera un échec tant que l'Etat s'en remettra au bon vouloir de la profession agricole pour faire évoluer de manière volontaire ses pratiques. »

“

Ce qui explique le commentaire de François Veillerette, directeur de l'association Générations futures : « Cette hausse considérable de la dépendance de notre agriculture marque l'échec total du plan Ecophyto ».



LA FRANCE RESTE ACCRO AUX PESTICIDES APRES UNE SPECTACULAIRE HAUSSE DE LEUR UTILISATION EN 2018

C'est une hausse exceptionnelle. De 2017 à 2018, l'utilisation des pesticides en France a augmenté de 24 % malgré les promesses de la FNSEA, le principal syndicat agricole, de réduire la dépendance des agriculteurs aux produits phytos. Cette évolution somme comme un échec pour les pouvoirs publics, qui ont mis des millions sur la table à travers les plans Ecophytos. Les associations, dont Générations futures, demandent de passer à la vitesse supérieure avec, cette fois, des mesures contraignantes.

“

Les associations, dont Générations futures, demandent de passer à la vitesse supérieure avec, cette fois, des mesures contraignantes.

Cadre national et chartes d'engagements

Presse web

L'âge de faire

07/02

20 Minutes Planète

10/02

L'âge de faire

Les populations qui vivent à proximité de zones d'épandage de pesticides ne sont toujours pas protégées par le nouvel arrêté du gouvernement. Quant à l'État, en l'absence de politique ambitieuse, il n'a pas atteint son objectif de réduction de 50 % de l'usage des pesticides au cours des dix dernières années. Bien au contraire. Entretien avec François Veillerette, directeur de Générations Futures.

L'âge de faire : Le gouvernement a fixé par arrêté les distances d'épandage de pesticides à 3, 5 ou 10 mètres des habitations, pour la quasi-totalité des produits. Votre réaction ?

François Veillerette : Des distances de 5 et 10 mètres qu'on peut réduire à 3 et 5 mètres, si on emploie un certain type de dispositifs, c'est à peine la largeur d'un chemin ! Ce n'est pas ça qui va protéger les riverains des pesticides. À noter que les 20 mètres retenus pour les produits les plus dangereux ne concernent qu'une quantité infime de produits. Au niveau des distances, le compte n'y est pas. On regrette aussi l'absence d'information réelle des riverains. C'est un grand manque. Le gouvernement a décidé de renvoyer l'information des riverains aux chartes départementales d'engagement qui sont prises sous la direction des chambres d'agriculture. Dans tous les cas que nous avons étudiés, elles ne prévoient pas d'information précise des riverains sur chaque traitement. On va leur montrer un calendrier de traitement à l'année, ce qui leur sera absolument inutile, et leur mentionner des produits autorisés par la loi. Ce que demandent les gens, c'est de savoir si demain, ils pourront envoyer leurs enfants jouer dans le terrain ou s'ils pourront faire un barbecue dehors, sans être aspergés par les produits. C'est un échec. Pour la première fois, il y a des distances d'éloignement des pesticides, mais elles sont tellement faibles que ça reste purement symbolique. Avec d'autres organisations, on est en train d'étudier d'éventuels recours contre ces textes au Conseil d'État.

“

Quant à l'État, en l'absence de politique ambitieuse, il n'a pas atteint son objectif de réduction de 50 % de l'usage des pesticides au cours des dix dernières années. Bien au contraire. Entretien avec François Veillerette, directeur de Générations Futures.

20 PLANÈTE Les maires anti-pesticides contestent les distances d'épandage en justice

La décision en référé du Conseil d'État doit être rendue d'ici ce vendredi. D'autres organisations, dont Générations Futures et UFC-Que Choisir, doivent déposer dans les semaines qui viennent un recours au fond contre les distances d'épandage.

PLANÈTE
Maine-et-Loire: Nouveaux cas d'intoxication après un épandage, l'utilisation d'un produit suspendue

“

D'autres organisations, dont Générations Futures et UFC-Que Choisir, doivent déposer dans les semaines qui viennent un recours au fond contre les distances d'épandage.

Le Parisien

12/02

Figaro Économie

25/02

Pesticides interdits près des maisons : oui, mais lesquels ?

Près d'un mois et demi après l'instauration de zones de non-traitement (ZNT), un flou réside sur les substances désormais proscrites à moins de 20 mètres des habitations. La liste n'est pas encore finalisée, apprend-on ce mercredi.

“

Neuf organisations, parmi lesquelles France Nature Environnement, Générations Futures, Solidaires et UFC-Que Choisir, contesteront ensemble la décision gouvernementale le 25 février prochain.

Économie

Le Conseil d'État va devoir examiner un nouveau recours des associations antipesticides, annonce-t-on.

Les associations antipesticides font désormais front commun contre le gouvernement. Forte de son succès en juin 2019 - avec l'annulation d'un arrêté sur l'usage des pesticides - l'association Générations futures, alliée avec plusieurs autres groupes associatifs, a déposé un nouveau recours ce mardi 25 février devant le Conseil d'État.

“

Forte de son succès en juin 2019 - avec l'annulation d'un arrêté sur l'usage des pesticides - l'association Générations futures, alliée avec plusieurs autres groupes associatifs, a déposé un nouveau recours ce mardi 25 février devant le Conseil d'État.

Cadre national et chartes d'engagements

Presse web

Le Monde

25/02

PLANÈTE · POLLUTIONS

La fronde s'étend contre les distances d'épandage de pesticides décrétées par le gouvernement

Un nouveau recours est déposé mardi devant le Conseil d'Etat. Il regroupe associations environnementales mais aussi de riverains, travailleurs, médecins et consommateurs.

Par Stéphane Mandard · Publié hier à 06h15, mis à jour hier à 16h28

“

Le recours a été initié par Générations futures. L'association avait obtenu en juin 2019, déjà devant le Conseil d'Etat, l'annulation du précédent arrêté (de 2017) régissant l'usage des pesticides.

Le Monde

25/02

« L'arrêté ne protège en rien les populations »

« Cet arrêté est une insulte à l'intelligence, il ne protège en rien les populations, contrairement à ce que le Conseil d'Etat avait exigé », a déclaré lundi Daniel Cueff, président du Collectif des maires antipesticides, qui compte environ 120 maires. « On ne peut pas nous faire le coup du nuage de Tchernobyl et dire que ce nuage de pesticides resterait uniquement à hauteur du champ », a ajouté l'émblématique maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), qui avait pris en mai un arrêté interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à moins de 150 mètres des habitations. Arrêté annulé depuis par la justice administrative.

D'autres organisations, dont Générations futures et UFC-Que choisir, doivent déposer dans les semaines qui viennent un recours au fond contre les distances d'épandage.

Lire aussi | Les pesticides polluent aussi l'air que respirent les Français

“

D'autres organisations, dont Générations Futures et UFC-Que Choisir, doivent déposer dans les semaines qui viennent un recours au fond contre les distances d'épandage.

Le Généraliste

25/02

ACTUALITÉS · FMC · INSTALLATION · A VOUS LA PAROLE

Pesticides : au sein d'un collectif, des médecins contestent la législation sur les distances d'épandage

Coronavirus | Salon de l'agriculture | 6 Nations | #NosVies | Municipales

“

Pesticides : au sein d'un collectif, des médecins contestent la législation sur les distances d'épandage.

Ouest France

25/02

Podcasts · Mes communes · Météo · Le journal · Newsletter · Suivez-nous

Distances d'épandage : une dizaine d'associations déposent deux recours

Des associations environnementales (Générations futures, France Nature Environnement, Eaux et Rivières de Bretagne), de consommateurs (UFC-Que Choisir), de médecins (AMLPL), ainsi que l'Union syndicale solidaire et des collectifs de protection des riverains vont déposer ce mardi deux recours au Conseil d'Etat contre le décret fixant les distances minimales pour l'utilisation de pesticides près des habitations.

“

Ces recours sur le fond sont portés par des associations environnementales (Générations futures, France Nature Environnement, Eaux et Rivières de Bretagne), de consommateurs (UFC-Que Choisir), de médecins (AMLPL), l'Union syndicale solidaire et des collectifs de protection des riverains.

Cadre national et chartes d'engagements

Presse web

H2O Association

26/02

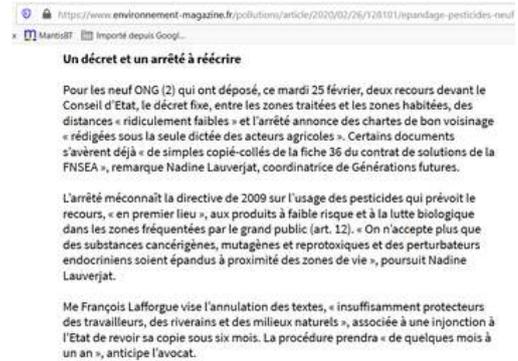


“

Épandages des pesticides : 8 ONG déposent un recours devant le Conseil d'État.

Environnement Magazine

26/02



“

Pour les neuf ONG (2) qui ont déposé, ce mardi 25 février, deux recours devant le Conseil d'Etat, le décret fixe, entre les zones traitées et les zones habitées, des distances « ridiculement faibles » et l'arrêté annonce des chartes de bon voisinage « rédigées sous la seule dictée des acteurs agricoles ».

20 Minutes Société

26/02



“

Les associations veulent « des mesures vraiment fortes et protectrices », a insisté Nadine Lauverjat, de Générations futures, lors d'une conférence de presse.

Actu Environnement

12/03



“

Un collectif regroupant neuf associations, parmi lesquelles France Nature Environnement (FNE), Générations futures, ainsi qu'Eau et rivières de Bretagne, a également déposé un recours au fond contre l'arrêté.

Cadre national et chartes d'engagements

TV

France TV Info 08/01

<https://france3-regions.blog.francetvinfo.fr/cote-chateaux/2020/01/08/charte-departementale-des-r>

MantisBT Importé depuis Googl...



La manifestation devant la chambre d'agriculture en décembre dernier © France 3 Aquitaine

Depuis septembre, de nombreuses associations dont Générations Futures demandaient à la Chambre d'Agriculture de participer aux réunions de concertation. Il y eu dans un premier temps un silence radio, puis les associations ont manifesté n'étant pas invitées. La Chambre d'Agriculture a finalement convié ces associations pour une réunion le 16 décembre, invitation déclinée car le délai était trop court.

Aujourd'hui, la chambre d'agriculture doit présenter à ses associations ses propositions à l'occasion de cette réunion en présence d'organisations agricoles professionnelles et des représentants des riverains. Cyril Giraud de Génération Futures s'interroge dans un communiqué : « **aura-t-on droit à un copier-coller de la charte vide proposée par la FNSEA au niveau national ?** ». Il souhaite en tout cas échanger sur les thèmes suivants

“

Cyril Giraud de Générations Futures s'interroge dans un communiqué : "aura-t-on le droit à un copier-coller de la charte vide proposée par la FNSEA au niveau national ?".

Cadre national et chartes d'engagements

Presse papier

La Dépêche

21/01

pas e ?

Pour les Coquelicots, « ce n'est pas sérieux »

Souvent opposées, les associations de protection de l'environnement sont d'accord cette fois pour penser que les ZNT ne sont pas applicables en l'état. « Ce n'est pas sérieux » estime Patrice Jayles, porte-parole du mouvement des Coquelicots et représentant de Générations Futures. « On s'attendait à une vraie concertation mais le gouvernement a visiblement pris le contre-pied. Il s'appuie sur les résultats de travaux scientifiques qui sont dépassés. Ils ne prennent pas en compte l'éventualité de la pollution de l'air, des rivières, du sol. »

Ce représentant d'un mouvement écologiste naissant dans le département s'interroge à voix haute. « Les pouvoirs publics proposent 5 mètres, 10 mètres en fonction des types de culture. Pourquoi pas 6,50 m et 12 ? Personne ne voit le fondement technique de ces distances [...] C'est de toute façon un problème structurel pour le monde agricole. Si on ne change pas de modèle de cultures, cette nouvelle contrainte sera, c'est une certitude, une contrainte insupportable pour les agriculteurs ».

En revanche, dit-il encore, « ce n'est pas la faute des riverains. » Patrice Jayles conteste l'idée même d'agribashing. L'expression veut pour une critique systématique de l'agriculture. « L'agribashing c'est une mayonnaise montée par la FNSEA, qui ne sait plus justifier ces méthodes de culture. Se rend-on compte vraiment que l'on est train d'assister à un effondrement de la biodiversité ? Et, dans le même temps, on est capable de balancer des milliers de tonnes de produits dans la nature. Je sais que je vais me faire des ennemis de plus mais les agriculteurs doivent aussi laisser parler leur conscience. »

Le représentant des Coquelicots affiche son accord avec le monde agricole sur la forme de la mise en place de ces ZNT. « Il faut les contester et tenter de les renégocier. En revanche, le monde agricole doit aussi balayer devant sa porte. Désolé de le dire, mais il existe des agriculteurs qui ne consomment pas ce qu'ils produisent et pour cause... » Patrice Jayles ne conteste pas qu'il existe « un phénomène d'exaspération des deux côtés. Le déficit d'information est probant du côté des pouvoirs publics ».

Le porte-parole des Coquelicots affirme avoir demandé, en vain, à la chambre d'agriculture de pouvoir participer à la charte de bon voisinage adoptée courant novembre. De son côté, le mouvement met sur pied des rendez-vous mensuels pour sensibiliser la population, le premier vendredi de chaque mois, à Nérac et dans d'autres communes.

St. B.

Patrice Jayles / DDM BC

Mardi 21 janvier 2020 . LA DÉPÊCHE DU MIDI .19

Presse web



Reporterre

15/01

“

Qui mène « des actions symboliques » contre ce système ? Le mouvement des Coquelicots, qui réclame la fin des pesticides, soutenu par un million de citoyens. Les maires qui prennent des arrêtés contre ces poisons chimiques.

Réseaux sociaux



Hugo Clément

17/01

6 PLANÈTE

AGRICULTURE



Déméter : les campagnes sous surveillance

Le dispositif de la gendarmerie, à l'initiative de la FNSEA, vise à prévenir les « atteintes au monde agricole »

ENQUÊTE

Les jardins, dans une tribune publiée mardi sur le site de la revue, une tribune de « Déméter », incluant aussi les membres fondateurs... La FNSEA a initié une campagne de surveillance...

des actions de surveillance et de prévention... Le dispositif de la gendarmerie vise à prévenir les « atteintes au monde agricole »...

« ON ASSISTE TOUT SIMPLEMENT À UNE CRIMINALISATION DES ACTEURS ET DES DISCOURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QU'ILS SONT MOULÉS AGRO-INDUSTRIEL »

MAURICIE JARDIN

Associée de la revue Déméter

« On assiste tout simplement à une criminalisation des acteurs et des discours de la société civile qu'ils sont moulés agro-industriels... Le dispositif de la gendarmerie vise à prévenir les « atteintes au monde agricole »... »

Tanceurs alertes

« On ne peut pas accepter que des citoyens viennent agresser des agriculteurs ou effectuer des intrusions dans des élevages... À l'occasion du Salon de l'agriculture, le président de la République a rappelé une évidence... »

En fait, les pétitions signées visent à dénoncer le « flicage » dont seraient victimes avec la cellule Demeter les « lanceurs d'alerte »...

Il ne suffit pas de s'autoproclamer lanceur d'alerte, même si on est un tanceur alerte voulant réduire les paysans.

En ce début d'année, une petite musique orchestrée par des réseaux bien organisés, reprenant les mêmes argumentaires, est venue dénoncer cette « cellule militaire pour surveiller les opposants à l'agro-industrie »...

Le ministère de la Justice cherche maintenant à trouver de nouvelles règles de droit pour dissuader les activistes animalistes ou anti-élevage de s'introduire dans les fermes... Des parlementaires réfléchissent également à des mesures pour réduire les marges d'action de ces faux chevaliers blancs...



par Yvon Herry, directeur de la rédaction

Selon l'association de défense de l'environnement Générations Futures, l'entreprise ferroviaire consomme "entre 50 et 100 tonnes de pesticides par an". Un chiffre certes important, mais une goutte d'eau dans les 68 000 tonnes utilisées dans l'Hexagone en 2018. Quelles alternatives s'offrent alors à la SNCF pour se passer du glyphosate ? "Les produits alternatifs ne doivent pas non plus être problématiques, rappelle l'association. La SNCF peut se servir de géotextiles installés sous les voies, pour empêcher l'herbe de pousser. Elle peut également utiliser le désherbage thermique, qui demande cependant des passages réguliers, et augmente donc les coûts liés à l'entretien".

“

Selon l'association de défense de l'environnement Générations Futures, l'entreprise ferroviaire consomme "entre 50 et 100 tonnes de pesticides par an".

Recours SDHI

Presse web

Le Monde - Tribune

21/01

SCIENCES - TRIBUNES

Pesticides SDHI : 450 scientifiques appellent à appliquer le principe de précaution au plus vite

TRIBUNE

Des chercheurs appellent, dans une tribune au « Monde », à l'arrêt de l'utilisation en milieu ouvert de ces molécules qui bloquent la respiration cellulaire dans l'ensemble du vivant et évaluent un dilemme des données scientifiques.

Publié le 21 janvier 2020 à 10h42, mis à jour le 21/01/2020 - 1 lecture 0 vote

Article observé aux abonnés



Épandage de pesticides dans le nord-ouest de la France, en mai 2018. JEAN-FRANÇOIS MONIER / AFP

“

Après deux ans d'échanges sur les pesticides SDHI avec des parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat (...) et des associations de protection de la nature (Coquelicots, Pollinis, Générations Futures) (...).

Le Monde

21/01

Le Monde ACTUALITÉS ÉCONOMIE VIDÉOS OPINIONS CULTURE M LI

Après les alertes des chercheurs, un nouveau front s'ouvre contre les pesticides SDHI (pour *succinate dehydrogenase inhibitor* - « inhibiteurs de la succinate déshydrogénase »). Les associations Nous voulons des coquelicots, Générations futures et FNE ont engagé, mardi 21 janvier, une procédure visant à obtenir l'interdiction de ces fongicides utilisés en France sur une variété de cultures.

Les trois associations ont écrit à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) pour lui demander d'abroger l'autorisation de mise sur le marché de trois produits commerciaux à base de SDHI : le Keynote et l'Aviator Xpro commercialisés par Bayer, et le Librax, de BASF. Si dans deux mois l'Anses n'a pas répondu favorablement à la demande des ONG, ces dernières saisiront le tribunal administratif de Lyon, ville où sont installés les sièges français des deux firmes.

“

Les associations Nous voulons des coquelicots, Générations futures et FNE ont engagé, mardi 21 janvier, une procédure visant à obtenir l'interdiction de ces fongicides utilisés en France sur une variété de cultures.

L'Usine Nouvelle

22/01

L'USINENOUVELLE

Aéro Auto Énergie Agro Ma région Innovation Plus

La guerre contre les pesticides fongicides SDHI bat son plein. Après une tribune signée par 450 scientifiques et publiée dans « Le Monde » le 21 janvier, c'est au tour de deux associations, Générations Futures et Nous voulons des coquelicots, de lancer une procédure judiciaire pour l'...

“

Après une tribune signée par 450 scientifiques et publiée dans Le Monde ce 21 janvier, c'est au tour de deux associations, Générations Futures et Nous voulons des coquelicots d'annoncer le lancement d'une procédure judiciaire pour interdire ces pesticides.

Les Échos

22/01

Les Échos

À la une Idées Économie Élections Politique Monde Tech-Médias Entreprises Bouc

Après les néonicotinoïdes tueurs d'abeille et le très controversé glyphosate, un nouveau vent de polémique se met à souffler sur une autre famille de pesticides, les SDHI. Trois associations environnementales - France nature environnement, Nous voulons des coquelicots et Générations futures - ont écrit mardi à l'Agence de sécurité sanitaire (Anses) pour lui demander d'abroger les autorisations de mise sur le marché accordées aux groupes Bayer et BASF pour trois fongicides contenant ces molécules.

En cas de non-réponse ou de réponse négative de l'Anses, ces trois ONG auxquelles plusieurs parlementaires dont Delphine Batho, députée (Génération écologie) des Deux-Sèvres et ancienne ministre de l'Écologie, ont apporté leur soutien, saisiront dans deux mois le tribunal administratif de Lyon, ville où les deux groupes chimiques ont leur siège, pour obtenir gain de cause, comme elles l'espèrent.

“

Trois associations environnementales - France nature environnement, Nous voulons des coquelicots et Générations futures - ont écrit mardi à l'Agence de sécurité sanitaire (Anses) (...).

Radio

France Inter

21/01

☰ **inter** france



Deux associations de lutte contre les pesticides passent également à l'offensive. Dans un communiqué commun, "Génération Futures" et "Nous voulons des coquelicots" affirment que "l'agence sanitaire nie l'alerte". Avec le soutien des députés Delphine Batho, Loïc Prud'homme et du sénateur Joël Labbé, ces deux ONG annoncent qu'elles vont déposer un recours juridique pour demander le retrait du marché des fongicides SDHI.

Insectes, vers de terre, poissons : les SDHI ne s'attaquent pas qu'aux champignons

Dans une étude publiée le 7 novembre 2019 dans la revue *Plos One* et relayée par le CNRS, l'équipe de recherche dirigée par Pierre Rustin montrait en laboratoire que "huit molécules fongicides SDHI commercialisées en France ne se contentent pas d'inhiber l'activité de la SDH des champignons, mais sont aussi capables de bloquer celle du ver de terre, de l'abeille et de cellules humaines, dans des proportions variables".

"Les SDHI sont des molécules extrêmement dangereuses", estime Pierre Rustin, car "elles peuvent accélérer des maladies humaines diverses qui peuvent être causées par le blocage de la respiration des cellules", soit des maladies rares comme des myopathies, soit des maladies neurodégénératives fréquentes comme Parkinson et Alzheimer.

“

Deux associations de lutte contre les pesticides passent également à l'offensive. Dans un communiqué commun, "Génération Futures" et "Nous voulons des coquelicots" affirment que "l'agence sanitaire nie l'alerte".

CARTE BLANCHE

Contre l'agresseur intestinal sans nuire au passant

Par ALICE LEBRETON

Laons un défi : différencier un virus ou un micro-organisme inoffensif d'un pathogène. Un défi... pour notre tube digestif. La paroi de ce tube, constituée de cellules épithéliales jointives, forme une barrière entre la lumière intestinale, site de rassemblement de notre alimentation et de résidence du microbiote, et le milieu intérieur, en l'absence de pourvoyeur de germes. Du côté de la lumière, les cellules épithéliales sont exposées en permanence à une cohue hétéroclite de bactéries, virus, champignons et protistes de tous genres : certains bénéfiques, d'autres nuisibles. Elles sont capables de détecter certaines signatures des indésirables et d'organiser une réponse en conséquence.

Etant donné l'immense diversité des visiteurs occasionnels ou réguliers de notre intestin, il serait illusoire d'imaginer que les cellules épithéliales disposent d'un récepteur spécifique à chaque agresseur potentiel ou à son arsenal moléculaire. Au contraire, les sont équipées de récepteurs généralistes de la famille Toll (TLR, pour *Toll-like receptors*). Parmi eux, TLR3 détecte la présence d'ADN dans le cytoplasme des cellules infectées par des virus, et TLR5 reconnaît les protéines des flagelles qui permettent aux bactéries de se déplacer. Comment, avec un fichage moléculaire aussi peu sélectif, distinguer les microbes armés et belliqueux des passagers pacifiques ?

Un modèle confirmé en hypocrisie envisagée de longue date est la détection de l'acte d'intrusion plutôt que l'intrus. Autrement dit : cibler les pathogènes envahisseurs qui se retrouvent du « mauvais » côté de la barrière intestinale. Dans ce modèle, les cellules mettent en place une réponse immunitaire intense lorsqu'elles sont infectées par leur face basolatérale (elle qui fait face au milieu intérieur), mo-

Pesticides SDHI : être responsables, respecter la science, la nature, et agir vite

TRIBUNE - Déplorant l'inertie des autorités sanitaires, 450 scientifiques appellent à l'arrêt de l'usage de ces molécules qui bloquent la respiration cellulaire de l'ensemble du vivant

SYSTÉMATIQUEMENT, LES TESTS RÉGLEMENTAIRES SONT EFFECTUÉS DANS DES CONDITIONS QUI MASQUENT LA TOXICITÉ CELLULAIRE DES SDHI

Après deux ans d'échanges sur les pesticides SDHI (pour succinate déhydrogénase inhibiteur, « inhibiteurs de la succinate déhydrogénase ») avec des parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, les autorités sanitaires (l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, Anses), des parties prenantes du monde agricole conventionnel (INSEA, UAPP) et des associations de protection de la nature (Coquelicot, Pollinis, Générations Futures), de nouvelles données scientifiques ont été récemment publiées qui font suite à trois décennies de recherches et renouent notre grande inquiétude sur l'usage de ces pesticides.

Outre les dégâts considérables des pesticides sur la biodiversité, ces données laissent prévoir le risque additionnel chez l'homme d'une catastrophe sanitaire liée à leur usage.

Les SDHI inhibent la succinate déhydrogénase, également appelée complexe II de la chaîne respiratoire des mitochondries. La chaîne respiratoire, qui comporte cinq complexes, est indispensable à la production d'énergie et donc à la survie de toute cellule. Contrairement à leur désignation commerciale trompeuse de « fongicides », ces études montrent que les SDHI n'ont aucune spécificité, ni d'espèce (ils inhibent toutes les SDHI testées, quelle qu'en soit l'origine, depuis les champignons jusqu'à l'homme), ni de complexité (les

SDHI de dernière génération inhibent aussi le complexe III de la chaîne respiratoire des mitochondries).

Elles montrent aussi que les tests réglementaires sont systématiquement effectués dans des conditions qui masquent la toxicité cellulaire des SDHI, et sont donc largement inadéquats. Enfin, ces travaux montrent que la toxicité des SDHI est aggravée en cas de dysfonctionnements mitochondriaux, même partiels, tels que ceux constatés dans de nombreuses maladies humaines. Ces données ont été mises à la disposition de l'Anses, qui est restée sourde à cette argumentation scientifique.

Face à l'urgence imposée par le déclin sans précédent de la biodiversité désormais indiscutable et pour lequel les spécialistes s'accordent à attribuer aux pesticides un rôle pré-

pondérant, l'Anses ne semble pas même être préoccupée du rôle démontré in vivo des SDHI sur nombre d'espèces animales.

Pour une fois, l'alerte pour la santé humaine a été lancée en amont d'une potentielle catastrophe sanitaire. Cette alerte a été récemment relayée par le CNRS et validée par la commission nationale Déontologie et alertes en santé publique et environnement. Mais, il est opposé de facto par l'Anses qu'en l'absence de victimes identifiées rien ne justifierait de s'inquiéter.

Des précédents existent pourtant qui ont conduit au retrait de substances visant aux mêmes doses de façon très similaire la respiration cellulaire à travers les mitochondries. C'est le cas de la rotenone et du paraquat, inhibiteurs du complexe I de la chaîne respiratoire.

Tout cela est intervenu malgré des années de tests réglementaires rassurants et des paroles éloquentes. De fait, comment justifier que l'Anses reste figée dans des procédures réglementaires qui ne prennent pas en compte plusieurs dizaines d'années de données scientifiques et se contente de demander toujours plus d'études supplémentaires ?

Ce déni des données scientifiques déjà existantes intervient alors que celles-ci placent objectivement les SDHI très haut dans l'échelle de la toxicité des pesticides, requérant à appliquer le principe de précaution figu-

rant dans la Constitution, principe auquel l'Anses devrait se sentir tenue. Dans un tel contexte, notre regard de scientifiques et de médecins nous conduit à en appeler à nos élus, maires, députés, sénateurs, et à toute institution concernée, pour mettre en œuvre au plus vite l'arrêt de l'usage des SDHI en milieu ouvert. ■

¶ Parmi les 450 signataires : **Paulo Bénéti**, Inserm ; **Hughes Lortat-Jacob**, CNRS ; **Guido Kroemer**, Centre des Cordeliers, Paris ; **Thomas Bourgeron**, université Paris Odette ; **Pierre Rusbin**, CNRS. (Liste complète sur lemonde.fr)

Cet texte est par ailleurs soutenu par dix personnalités reconnues pour leurs compétences scientifiques ou médicales de par le monde : **Barrientos Antoni**, université de Miami, États-Unis ; **Bernardi Paolo**, université de Padoue, Italie ; **Jacobs Howard**, université d'Heilbronn, Allemagne ; **Prokisch Holger**, université technique de Munich, Allemagne ; **Schweikink J.A.M.**, Radboud University Nijmegen Medical Centre, Pays-Bas ; **Thorburn David**, Murdoch Children's Research Institute, Melbourne, Australie ; **Van Der Westhuizen François**, North-West University, Potchefstroom, Afrique du Sud ; **Wallace Douglas**, université de Pennsylvanie, États-Unis ; **Zeviani Massimo**, université de Cambridge, Royaume-Uni ; **Garrabou Gloria**, université de Barcelone, Espagne ; **Von Kleist-Retzow Jürgen-Christoph**, université de Cologne, Allemagne.

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

Shake Ton Politique

Presse web



La France Agricole 23/01

“

L'ONG lance un nouvel outil participatif qui permet d'interpeller les élus sur les sujets de santé environnementale. Elle promet de communiquer leurs réponses et non-réponses juste avant les municipales.

Radio



La Terre au Carré 03/02

“

Nadine Lauerjat est coordinatrice de l'association Génération Futures elle propose la plateforme #ShakeTonPolitique qui aide les citoyens à contacter facilement les élus et où des thèmes sont proposés pour interpeller les élus locaux, nationaux et européens.

Décision Conseil constitutionnel - exportation pesticides non autorisés

Presse web

Environnement

Le Conseil constitutionnel valide l'interdiction d'exporter des pesticides prohibés dans l'UE

Par AFP - Publié le 31/01/2020 à 12h54 - Mis à jour le 31/01/2020

Industrie + Suivre

Le Parisien

Même enthousiasme chez le directeur de l'association Générations Futures, François Veillerette, qui crie « Victoire ! », dans un tweet, tandis que Matthieu Orphelin (député Liberté et territoire, proche de l'ancien ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot) salue « Un pas en avant historique ! », là aussi sur Twitter.

« Pendant des années les décisions sur @Conseil_constit c'était toujours L'INVERSE ! (il s'agissait de continuer à produire des pesticides ultra toxiques pour l'exportation) », assure pour sa part Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France.

VOIR LES COMMENTAIRES



DIRECT

LE DIRECT

31.01.20
17:32



Interdiction de l'exportation des pesticides prohibés : Générations futures salue une «bonne nouvelle»

Environnement. Après l'annonce de la validation par le conseil constitutionnel de l'interdiction de l'exportation des pesticides prohibés en Europe et en France, le président de l'association Générations futures François Veillerette réagit pour Libération : « Nous sommes ravis de cette délibération, cela donnera peut-être lieu à d'autres décisions juridiques. C'est une bonne nouvelle de se dire que l'on peut limiter l'activité économique pour préserver l'environnement. Cette décision était pour nous le minimum, car il ne reste pas grand chose de la loi Egalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous). Cela concerne des produits connus pour leur dangerosité, comme l'Atrazine, interdit depuis 2003, que l'on retrouve encore dans les eaux françaises. Il est criminel de les vendre à d'autres populations. Nous restons prudents sur l'application, car l'Union des Industries de la Protection des Plantes (IUPP) peut encore faire des recours, mais nous insisterons pour avoir une vue sur ce qui est exporté. »

LIVE

LIVE

LIVE

Géo

31/01

“

Les associations de protection de l'environnement ont pour leur part salué une victoire.

Le Parisien

31/01

“

Même enthousiasme chez le directeur de l'association Générations Futures, François Veillerette, qui crie « Victoire ! »

Libération

31/01

“

Les associations de protection de l'environnement ont pour leur part salué une victoire.

Décision Conseil constitutionnel - exportation pesticides non autorisés

Presse web

Ouest France

31/01



“

Le Conseil constitutionnel a estimé ce vendredi que l'interdiction de la production en France et de l'export des produits bannis par l'UE étaient conformes à la Constitution.

Reporterre

31/01



“

Autrement dit, analyse l'ONG Générations futures, « interdire la vente de pesticides pouvant avoir des effets délétères sur l'environnement et la santé à l'étranger est légitime et légal ! »





» CHRONIQUE

L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Perturbateurs endocriniens : quand est-ce que la loi sera appliquée ?

L'Union européenne (UE) est la seule autorité dans le monde à interdire par principe les pesticides perturbateurs endocriniens pouvant impacter la santé humaine ou l'environnement. C'est une avancée due au combat des écologistes pour faire rentrer cette disposition dans le règlement sur la mise en marché des pesticides de 2009, qui est entré en vigueur en 2011. Et comme il n'existait pas de méthode officielle pour évaluer ces effets, l'OCDE a validé une série de tests en 2012, qui auraient dû être autorisés par l'UE. De nouvelles lignes directrices ont même été adoptées par l'UE pour évaluer d'éventuels effets perturbateurs endocriniens. Tout est donc en place pour que cette mesure d'exclusion des pesticides perturbateurs endocriniens soit mise en œuvre dans les faits.

Mais un nouveau rapport (1) du réseau européen d'ONG Pesticide Action Network Europe (PAN Europe), dont Générations Futures est la branche française, montre que les responsables de l'UE ont approuvé l'utilisation de plus de 100 pesticides depuis 2011, leur accordant généralement des autorisations de 10 ans, sans tester leur impact sur le système hormonal de l'humain, malgré l'obligation réglementaire de le faire ! Ce rapport a examiné un échantillon de 33 pesticides approuvés par l'UE et a constaté que 31 ont obtenu une licence sans aucun test scientifique pour vérifier s'ils endommageaient le système endocrinien (hormonal) humain. La recherche de PAN Europe a révélé que 7 des 33 pesticides échantillonnés avaient par ailleurs déjà été identifiés comme perturbateurs endocriniens par la méthodologie du Joint Research Council (2) de l'UE en 2016. Pourtant, la Direction Générale SANTE (responsable du dossier pesticides pour la Commission européenne) a décidé d'approuver ces pesticides malgré les preuves qu'ils sont nocifs pour la santé humaine. Ce rapport de PAN Europe prouve donc que la Commission n'applique même pas correctement ses propres règles et lignes directrices lorsqu'elle décide si les pesticides doivent être approuvés dans l'UE. L'auteur du rapport, Hans Mulleman, constate amèrement que "l'UE est censée montrer la voie en interdisant les pesticides perturbateurs endocriniens, qui, nous le savons, provoquent des maladies



mortelles. Pourtant, la Commission a constamment tenté d'affaiblir la réglementation de ces pesticides perturbateurs hormonaux. C'est une décision qui ne profite qu'à l'industrie, alors que ces pesticides nocifs continuent d'être pulvérisés sur les champs ouverts et finissent par devenir des résidus sur nos aliments". Le constat est sans appel. Rien ne sert ici de voter de nouveaux textes réglementaires. Il faut juste que la nouvelle Commission européenne applique enfin les règles en vigueur pour tester systématiquement les éventuels effets perturbateurs endocriniens de tous les pesticides soumis à évaluation en Europe ! C'est possible Madame Von der Leyen ?

(1) Disponible à l'adresse : <https://www.pan-europe.info>

(2) Le Joint Research Council ou Centre commun de recherche est le service scientifique interne de la Commission européenne.

Générations Futures - www.generations-futures.fr

L'Europe réautorise les pesticides sans évaluer les risques

Dans le cadre de demandes de réautorisation de pesticides, les industries sont soumises à l'obligation de fournir l'ensemble de la littérature scientifique sur la toxicité de ces substances parue dans les 10 années précédant la demande. Les rapports d'évaluation de l'Union européenne sont soumis à la même exigence. Générations Futures a enquêté pour voir si cette exigence était respectée pour 5 substances actives de pesticides ayant récemment été réautorisées. Elle a consulté un

index de la littérature scientifique à leur sujet et l'a comparé aux études citées dans l'un et l'autre rapport. En moyenne, seuls 16 % des études que l'on devrait trouver dans les dossiers des industriels y figurent. Pour les rapports d'évaluation de l'UE, seuls 9 % en moyenne y figurent. L'évaluation des pesticides dans l'Union européenne est très loin de prendre en compte l'ensemble des données scientifiques disponibles sur le sujet, comme l'exige la réglementation. Générations Futures estime que

cette situation amène à une sous-évaluation des effets toxiques des pesticides, et demande que soit refusée par l'UE toute demande d'autorisation qui ne cite pas l'intégralité de la production scientifique sur le sujet, conformément à la loi.

• Générations Futures, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr

Table ronde - Jeunes Agriculteurs vs FV

Presse web

Courrier Picard

05/02

AGRICULTURE

Une table ronde avec François Veillerette (Génération futures), Michel Welter (ferme des 1000 vaches) et Étienne Fourmont, agriculteur «youtubeur» le 7 février à Amiens

Les Jeunes agriculteurs de la Somme, qui tiennent leur assemblée générale vendredi 7 février à Amiens, ont décidé d'organiser une table ronde dont les échanges promettent d'être détonnants.

Mis en ligne le 5/02/2020 à 16:01
par Denis Desbleds



Courrier Picard

09/02

Courrier picard ESPACE PREMIUM

AGRICULTURE

Entre les agriculteurs et Génération futures, chacun sa manière de communiquer

La table ronde organisée vendredi 7 février à Amiens par les Jeunes agriculteurs de la Somme avec François Veillerette, militant anti-pesticides, a permis aux deux camps de s'exprimer, mais ils ont rarement été d'accord sur le fond.

Mis en ligne le 9/02/2020 à 15:21
par Denis Desbleds



france bleu Somme [Changer](#)

Un éleveur-youtubeur face à Générations futures dans un débat sur l'agriculture à Amiens

Vendredi 7 février 2020 à 9:01 - Par Valérie Massip, Marc Bertrand, France Bleu Picardie

[f](#) [t](#) [e](#)

Un jeune agriculteur de la Sarthe qui explique son métier sur sa chaîne Youtube avec plus de 36.000 abonnés participe ce vendredi à un débat à Amiens en compagnie de l'exploitant de la ferme des mille vaches et l'association Générations Futures.



Etienne Fourmont, l'agriculteur "Youtubeur" sur une de ses vidéos. - YouTube

“

Un jeune agriculteur de la Sarthe qui explique son métier sur sa chaîne Youtube avec plus de 36.000 abonnés participe ce vendredi à un débat à Amiens en compagnie de l'exploitant de la ferme des mille vaches et l'association Générations Futures.

Presse web

Euractiv

12/02

Allo docteurs

18/02



52 pesticides sont présents dans l'air, selon Générations Futures

“

Lors de ses études EXPPERT, Générations futures a pour sa part retrouvé du cyprodinil dans 29,5 % des fraises analysées. Pire, sur les 15 marques de muesli analysées en 2016 par l'association, 73,3 % comportaient du cyprodinil, 100 % du pyriméthanol.

“

Ces résultats sont le fruit d'un long travail sur les bases de la fédération des associations régionales de surveillance de la qualité de l'air. L'association Générations Futures a étudié leurs résultats d'analyses entre 2002 et 2017.

L'Union

18/02

L'Usine Nouvelle

18/02



ENVIRONNEMENT

50 pesticides, dont certains interdits, retrouvés dans l'air selon Générations Futures

“

Selon un rapport de Génération Futures publié ce mardi, près des trois quarts des pesticides retrouvés dans l'air sont des perturbateurs endocriniens ou des substances cancérigènes.

“

Selon l'association Générations Futures, 52 pesticides seraient, au total, présents dans l'air.

Presse web

Le Monde

18/02

Des pesticides suspects d'être des perturbateurs endocriniens ou cancérigènes dans l'air

Selon un rapport publié par l'association Générations futures, la majorité des pesticides retrouvés dans l'air sont particulièrement dangereux pour la santé.



Les pesticides sont utilisés pour protéger les récoltes, mais ils peuvent aussi perturber le système hormonal et provoquer des cancers. Une étude publiée mardi par l'ONG Générations futures, basée sur une étude de l'Atmo France, pointe la présence dans l'air de molécules pesticides dangereuses pour la santé humaine.

“

Selon un rapport publié par l'association Générations futures, la majorité des pesticides retrouvés dans l'air sont particulièrement dangereux pour la santé.

Les Échos

18/02

Pesticides : une étude alarmante sur les perturbateurs endocriniens dans l'air

Plus d'un pesticide sur deux retrouvés dans l'air présente un danger pour la santé, signale une étude de l'association Générations futures, publiée ce mardi.



“

Plus d'un pesticide sur deux retrouvés dans l'air présente un danger pour la santé, signale une étude de l'association Générations futures, publiée ce mardi.

Ouest France

18/02



Santé. Plus de 50 pesticides présents dans l'air

Sur la base d'une étude d'Atmo France, Générations futures publie, ce mardi 18 février, un rapport pointant la présence dans l'air de molécules pesticides dangereuses pour la santé humaine.



“

Sur la base d'une étude d'Atmo France, Générations futures publie, ce mardi 18 février, un rapport pointant la présence dans l'air de molécules pesticides dangereuses pour la santé humaine.

Swiss Info

18/02

swissinfo.ch #20yearsSWI

Perturbateurs endocriniens et cancérigènes présumés dans l'air

18. FÉVRIER 2020 - 17:58

Des traces de pesticides suspects d'être des perturbateurs endocriniens ou des cancérigènes ont été relevés dans près des trois quarts des relevés de qualité de l'air effectués en 2017 dans le Grand-Est et cinq autres régions de France, selon un rapport rendu public mardi par l'ONG Générations Futures.

L'association a travaillé sur des bases de données publiées en décembre par le réseau Atmo, qui regroupe les associations régionales de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), sur des relevés réalisés entre 2002 et 2017.

Elle y a recherché la présence de substances répertoriées cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR), qui font l'objet d'un classement européen, et des perturbateurs endocriniens (PE), qui agissent sur le système hormonal présumés, d'après le classement américain TEDX, en l'absence de liste européenne spécifique.

“

Des traces de pesticides suspects d'être des perturbateurs endocriniens ou des cancérigènes ont été relevés dans près des trois quarts des relevés de qualité de l'air effectués en 2017 dans le Grand-Est et cinq autres régions de France, selon un rapport rendu public mardi par l'ONG Générations Futures.

Radio

BFM avec RMC

18/02



“

Et Générations Futures veut désormais que les populations soient mieux informées.

France Info

18/02



“

L'association Générations Futures publie un rapport dans lequel elle affirme que 75% des pesticides présents dans l'air sont "perturbatrices endocriniennes, cancérigènes ou toxiques pour la reproduction".

France Bleu

19/02



“

Chacun d'entre nous inhale des pesticides cancérigènes, en respirant. C'est ce qui ressort du rapport de Générations Futures.

RFI

19/02



“

L'ONG Générations Futures a publié un rapport mardi 18 février sur les pesticides suspectés d'être des perturbateurs endocriniens ou des cancérigènes présents dans l'air. Conclusion : quelle que soit la région, l'air risque d'être irrespirable en France.

Radio



RTL

19/02

“

Pour l'ONG, ces résultats démontrent la nécessité de "réduire l'utilisation des pesticides de façon importante"

Réseaux sociaux



Florent Boutet

18/02

Presse papier



Le Parisien

19/02



La France Agricole

20/02

14 | PLANÈTE

Le Monde

Les pesticides à risques inondent les pays émergents

Plus d'un tiers des ventes des grands groupes d'agrochimie concernent les substances les plus dangereuses

Les ventes mondiales des géants de l'agrochimie

Le chiffre d'affaires mondial des trois grands groupes d'agrochimie (Bayer, Syngenta et BASF) s'élève à 120 milliards d'euros en 2014, soit une augmentation de 10% par rapport à 2013. Les ventes sont réparties comme suit :

Zone géographique	Ventes (en milliards d'euros)
Amérique du Nord	4 600
Europe	3 400
Asie	2 370
Amérique latine	1 900
Australie	970
Autres	970

Les pesticides à risques sont les plus vendus dans les pays émergents, où ils représentent plus de 30% des ventes totales.

Les pesticides à risques

Les pesticides à risques sont ceux qui sont considérés comme étant les plus dangereux pour l'environnement et la santé humaine. Ils sont classés en fonction de leur toxicité et de leur persistance dans l'environnement.

Les pesticides à risques les plus vendus

Produit	Ventes (en milliards d'euros)
Glyphosate	8,5
Chlorpyrifos	8,2
Imidaclopride	6,7
Permethrine	4,5
Spinosaad	3,5

Des molécules cancérigènes dans l'air

Une étude menée par des chercheurs de l'Université de Paris a permis de détecter plus de 50 pesticides dans l'air ambiant. Ces pesticides sont considérés comme étant des perturbateurs endocriniens et peuvent avoir des effets néfastes sur la santé humaine.

Le Monde

21/02

Emission Tout compte fait - Bouquet de pesticides

Presse web



Huff Post

14/02

“

Comme on peut le voir dans l'extrait en tête d'article, selon le cofondateur de l'association, François Veillerette, les fleurs après analyse présentent plusieurs résidus de pesticides

TV



France TV

15/02

“

Quand on offre un bouquet de fleurs, on offre bien souvent un bouquet de pesticides et de pollution au CO2.

Radio

France Bleu

15/02



Blaye : des états-généraux des riverains contre l'usage des pesticides

Samedi 15 février 2020 à 16:11 - Par Stéphane Hiscock, France Bleu Gironde



Les états-généraux des riverains à Blaye © Radio France - Stéphane Hiscock

Un collectif d'associations s'est retrouvé ce samedi à Blaye pour les premiers états-généraux des riverains contre le risque des pesticides. Occasion d'interpeller l'Etat, les élus locaux et les viticulteurs du bordelais.

“

Face au public Nadine Lauverjat, coordinatrice de l'association Générations Futures, a expliqué que ce rejet de suspension en urgence n'était qu'une étape.

The screenshot shows the top of a news article on the website La Dépêche.fr. The page header includes the site logo, a weather widget for Toulouse (6°/17°), and search and journal navigation options. The breadcrumb trail reads 'Accueil / France - Monde / Société / Associations'. The main headline is 'Graulhet. Bonne pioche pour le prochain forum du Bien-être'. Below the headline is a video player showing a man in a red shirt, identified as François Veillerette. A caption below the video reads: 'François Veillerette, a longtemps « prêche dans le désert » avant que son action et son engagement soient reconnus.' Below the video are social media sharing icons and the text 'Associations, Graulhet, Tarn'. At the bottom, it says 'Publié le 23/02/2020 à 05:08 , mis à jour à 05:18'.

“

Dans ce contexte, la venue de François Veillerette représente pour Sylvie Mas une belle opportunité. Le conférencier (...) abordera le sujet "Pesticides, de l'environnement à la santé, et les enjeux politiques".

Risques-Santé - Santé publique - pesticides



L'article que vous souhaitez consulter est en accès réservé.

Salon de l'agriculture: une visite présidentielle sur fond de pesticides

Le lundi 24 février 2020 à 16h 54 par Stéphanie Senet

► Santé au travail, pesticides, Sites-Sols, agriculture, Energie renouvelables, photovoltaïque, Politique, Emmanuel Macron



La visite présidentielle n'a pas perturbé tout le monde. VLDT

Interpellé à de nombreuses reprises sur les zones interdites aux pesticides, le président Macron a voulu rassurer les agriculteurs en leur promettant une compensation lors de sa visite inaugurale du 22 février.

Extrait : Trop proches des habitations, des zones agricoles sont interdites de recours aux pesticides depuis le 1er janvier 2020 par l'arrêté du 27 décembre 2019 dit arrêté ZNT. Jugé trop timide par les associations...

“

Il fera d'ailleurs l'objet d'un recours[1] sur le fond déposé demain 25 février au Conseil d'Etat par de nombreuses ONG, dont Générations futures, France Nature environnement (FNE) et Eau et rivières de Bretagne.

MARS

AVRIL

☰ **Le Télégramme**

Accueil Actualités Bretagne [Chez Vous](#) Économie Sports Loisirs Services

[Retour](#) [Accueil](#) [Toutes les communes](#) [La Roche-Jaudy](#)

Publié le 10 mars 2020 à 13h03

Semaine pour les alternatives aux pesticides : deux ateliers au verger de La Roche-Derrien



“

C'est le printemps, et du 20 au 30 mars, c'est aussi la Semaine pour les alternatives aux pesticides.

Interdiction Insecticides Closer et Transform

Presse web

Actu Environnement

19/03

La société Dow AgroSciences fait appel de la décision d'annuler la mise sur le marché de deux insecticides



La société Dow AgroSciences, filiale de la multinationale américaine DowChemical, a saisi, mardi 17 mars, la Cour administrative d'appel de Marseille afin d'obtenir l'annulation de l'interdiction de deux insecticides qu'elle commercialise, le « Closer » et le « Transform ». Ces insecticides contiennent tous deux du sulfoxaflor, une substance qui agit de manière similaire aux néonicotinoïdes et met en péril la santé reproductive des colonies de bourdons, selon une étude publiée dans la

“

L'Anses et Dow AgroSciences avaient été condamnées à verser chacune 1 500 euros à l'association Générations Futures, ainsi qu'une somme globale de 1 500 euros à l'association Agir pour l'Environnement et à l'Union nationale de l'apiculture française.

Radio

FranceInfo

24/03

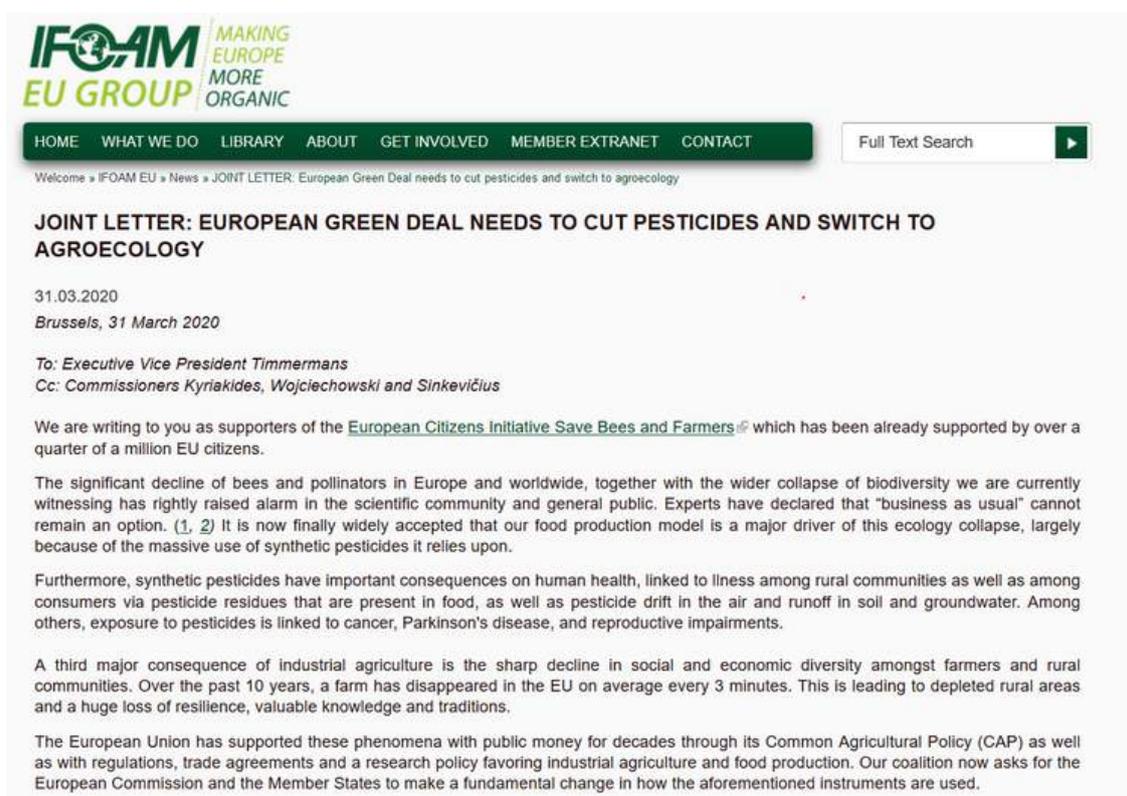
The screenshot shows the FranceInfo website interface. At the top, there are navigation links for 'franceinfo:', 'france.tv', and 'radiofrance'. Below this, there are links for 'vidéos', 'radio', 'jt', and 'magazines', along with 'DIRECT TV' and 'DIRECT RADIO' icons. The main content area features a video player for the program 'PIÈCES À CONVICTION', presented by Virna Sacchi. The video title is 'VIDEO. Comment "on a tué la promesse de réforme" de l'usage des pesticides : "Pièces à conviction" revient sur l'échec du plan Ecophyto'. The video is scheduled for Wednesday at 23h. A navigation breadcrumb at the bottom of the video player reads: 'Eco / Conso / Emploi / Métiers / Agriculture'.

VIDEO. Comment "on a tué la promesse de réforme" de l'usage des pesticides : "Pièces à conviction" revient sur l'échec du plan Ecophyto

Comment encourager les agriculteurs à utiliser moins de produits phytosanitaires ? Existe-t-il en France une réelle volonté politique dans ce sens ? Le magazine "Pièces à conviction" du 25 mars 2020 revient sur l'échec du plan Ecophyto, qui prévoyait de réduire de moitié l'usage des pesticides en dix ans.

“

En 2007, quand Jean-François Borloo lance ce plan ambitieux, il convie des ONG aux côtés des syndicats agricoles. François Veillerette était présent. Il dirige Générations Futures, une ONG opposée à l'emploi des pesticides.



IFOAM EU GROUP MAKING EUROPE MORE ORGANIC

HOME WHAT WE DO LIBRARY ABOUT GET INVOLVED MEMBER EXTRANET CONTACT Full Text Search

Welcome » IFOAM EU » News » JOINT LETTER: European Green Deal needs to cut pesticides and switch to agroecology

JOINT LETTER: EUROPEAN GREEN DEAL NEEDS TO CUT PESTICIDES AND SWITCH TO AGROECOLOGY

31.03.2020
Brussels, 31 March 2020

To: Executive Vice President Timmermans
Cc: Commissioners Kyriakides, Wojciechowski and Sinkevičius

We are writing to you as supporters of the [European Citizens Initiative Save Bees and Farmers](#) which has been already supported by over a quarter of a million EU citizens.

The significant decline of bees and pollinators in Europe and worldwide, together with the wider collapse of biodiversity we are currently witnessing has rightly raised alarm in the scientific community and general public. Experts have declared that "business as usual" cannot remain an option. (1, 2) It is now finally widely accepted that our food production model is a major driver of this ecology collapse, largely because of the massive use of synthetic pesticides it relies upon.

Furthermore, synthetic pesticides have important consequences on human health, linked to illness among rural communities as well as among consumers via pesticide residues that are present in food, as well as pesticide drift in the air and runoff in soil and groundwater. Among others, exposure to pesticides is linked to cancer, Parkinson's disease, and reproductive impairments.

A third major consequence of industrial agriculture is the sharp decline in social and economic diversity amongst farmers and rural communities. Over the past 10 years, a farm has disappeared in the EU on average every 3 minutes. This is leading to depleted rural areas and a huge loss of resilience, valuable knowledge and traditions.

The European Union has supported these phenomena with public money for decades through its Common Agricultural Policy (CAP) as well as with regulations, trade agreements and a research policy favoring industrial agriculture and food production. Our coalition now asks for the European Commission and the Member States to make a fundamental change in how the aforementioned instruments are used.

“

The significant decline of bees and pollinators in Europe and worldwide, together with the wider collapse of biodiversity we are currently witnessing has rightly raised alarm in the scientific community and general public.

Presse web

Reporterre

06/04

Dans une lettre au Premier ministre, l'association de lutte contre les pesticides **Généralions futures** demande par conséquent le report de ces concertations en attendant la fin du confinement. Mais même prise, cette mesure n'aurait pas d'impact sur les distances entre épandages de pesticides et habitations, toujours réduites au minimum par dérogation.



Les riverains de zones agricoles, confinés chez eux, risquent de devoir rester fenêtres fermées.

“

Dans une lettre au Premier ministre, l'association de lutte contre les pesticides **Généralions futures** demande par conséquent le report de ces concertations en attendant la fin du confinement.

Réussir

08/04

visités Débuter avec Firefox MantisBT Importé depuis Googl...

ÉCONOMIE & SOCIÉTÉ ELEVAGE CULTURES VITI-ŒNOLOGIE ÉQUIPEMENT BIO AGRIGOODNEWS

Les zones de non-traitement riverains (ZNT), entre discordes et dialogue

Isabelle Montigaud 8 avril 2020

Économie & société

Le nouvel arrêté imposant des zones de non-traitement (ZNT) à proximité des habitations inquiète les producteurs et ne satisfait pas non plus les associations et riverains. Les chartes d'engagement devraient permettre d'ouvrir le dialogue et apaiser les tensions.

“

Le nouvel arrêté imposant des zones de non-traitement (ZNT) à proximité des habitations inquiète les producteurs et ne satisfait pas non plus les associations et riverains. Les chartes d'engagement devraient permettre d'ouvrir le dialogue et apaiser les tensions.

Presse web

Sud Ouest

15/04



“

Les associations Alerte Pesticides Haute Gironde et Générations Futures Bordeaux ont écrit à la préfète de la Gironde, Fabienne Buccio, pour lui demander de ne pas valider le projet de charte de bon voisinage entre agriculteurs et riverains.

Rue 89 Bordeaux

16/04



“

Alerte Pesticides Haute Gironde et Générations Futures Bordeaux demandent à la préfecture de ne pas valider la « Charte du bien vivre ensemble » soumise à concertation jusqu'au 30 avril par la Chambre d'Agriculture de la Gironde.

La Clé des Ondes

15/04



BORDEAUX 90.10 LA RADIO QUI SE MOUILLE POUR QU'IL FASSE BEAU

A LA UNE LA RADIO NOS EMISSIONS AGENDA NOS CAMARADES

Pesticides et riverains : des centaines de milliers de Girondins concernés par deux consultations

Point Chaud

Partager Partager

ÉCOLOGIE ACTU SOCIÉTÉ

Les institutions agricoles entendent consulter les Girondins sur une "charte" d'utilisation des pesticides. Mais leur questionnaire est "bidon" selon deux associations, qui ont mis au point leur propre consultation.

“

Les associations Alerte pesticides Haute Gironde (APHG) et Générations Futures Bordeaux (GF-Bx) ont écrit à la préfète de Gironde pour lui demander de ne pas valider la charte des riverains actuellement en consultation publique sur le site de la Chambre d'agriculture.

Ouest France

16/04



“

D'autre part, ce jeudi 16 avril, ces organisations appellent la population à interpeller les préfets via la plateforme Shake ton politique, par mails ou par tweets, "pour obtenir la fin des dérogations permettant des épandages de pesticides à proximité des habitations".

Chartes d'engagement

Presse web

L'Express

16/04



“

Ces ONG, menées par Générations futures, veulent que "les préfets interdisent les pulvérisations de pesticides près des habitations et que soient reportées sine die les consultations publiques autour des chartes 'pesticides'", selon un communiqué.

20 Minutes Société 17/04



“

Ces ONG, menées par Générations futures, veulent que "les préfets interdisent les pulvérisations de pesticides près des habitations et que soient reportées sine die les consultations publiques autour des chartes 'pesticides'".

La France Agricole

16/04



“

Ces quinze associations (dont Générations Futures et UFC-Que Choisir) appellent à la « mobilisation générale pour que les préfets interdisent les pulvérisations de pesticides près des habitations et que soient reportées sine die les consultations publiques autour des chartes "pesticides" ».

20 Minutes Planète 22/04



“

Dans 25 départements français, des préfets ont autorisés à réduire par deux les distances de protection, à la demande de la FNSEA.

Presse web



Plein Champ

22/04

“

« La période n'est pas propice à une consultation sereine et réellement démocratique des diverses parties prenantes » estime l'ONG Générations futures.

Ouest France

23/04

“

Les ONG mettent en avant les interrogations autour de la pollution de l'air, soupçonnées d'aggraver les risques liés au coronavirus.

ID L'Info Durable

23/04

“

Neuf ONG ont annoncé jeudi avoir déposé deux recours devant le Conseil d'Etat pour arrêter les épanchages agricoles à proximité immédiate d'habitations, en pleine période de confinement, permis par des dérogations du ministère de l'Agriculture.



Presse web

Environnement Magazine 23/04



“

"(...) en accordant des réductions supplémentaires pour épandre les pesticides à des distances encore plus faibles des habitations que celles pourtant insuffisamment protectrices imposées en décembre", s'alertent les ONG Générations Futures, UFC-Que Choisir (...).

Le Parisien

23/04



“

Neuf ONG ont annoncé jeudi avoir déposé deux recours devant le Conseil d'Etat pour arrêter les épandages agricoles à proximité immédiate d'habitations, (...) permis par des dérogations du ministère de l'Agriculture.

Chartes d'engagement

Réseaux sociaux



ID L'Info Durable 16/04

TV

France 3

17/04

France 3 Nouvelle-Aquitaine 26/04



“

Les associations de défense de l'environnement Alerte Pesticides Haute Gironde et Génération futures Bordeaux regrettent d'avoir été trop tardivement associées à la rédaction du texte.



“

Le 16 avril 9 ONG (organisations non gouvernementales) ont décidé de saisir la justice en urgence pour demander de stopper ces dérogations aux distances d'épandage.

Recours cellule Déméter

Presse web

20 Minutes Société 14/04



Libération 14/04



“

Pollinis et Générations futures estiment que ce « dispositif de surveillance » fait « pression » sur les associations dénonçant l'agriculture industrielle.

“

Les associations POLLINIS et Générations futures «ont déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir l'annulation de la convention de partenariat entre le ministère de l'Intérieur, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs permettant la mise en oeuvre de la cellule.»

Reporterre 14/04



“

Pollinis et Générations futures ont déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris pour obtenir l'annulation de la convention de partenariat entre le ministère de l'Intérieur, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs permettant la mise en oeuvre de la cellule Déméter.

Sud Ouest 14/04



“

Les associations Pollinis et Générations futures ont annoncé mardi avoir déposé un recours à l'encontre d'une cellule contre l'"agribashing", Déméter, fruit d'un partenariat entre les syndicats FNSEA et Jeunes agriculteurs et la gendarmerie.

Presse web

https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/economie-social/article/recours-de-deux-associations-contre-la-cellule-demeter

LUTTE CONTRE L'AGRIBASHING

Recours de deux associations contre la cellule Déméter

mar. 14 avril 2020 à 14:09 • AFP

Les associations Pollinis et Générations futures ont annoncé mardi avoir déposé un recours à l'encontre d'une cellule contre « l'agribashing », Déméter, fruit d'un partenariat entre les syndicats FNSEA et Jeunes agriculteurs et la gendarmerie.

Le recours a été déposé vendredi devant le tribunal administratif de Paris. Cette « cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole », mise en place mi-décembre, constitue « une pression » sur les associations dénonçant les méthodes de l'agriculture industrielle, fait valoir François Veillerette, de Générations futures, à l'AFP. Selon le ministère de l'Intérieur, cette cellule permet « d'améliorer notre coopération avec le monde agricole et de recueillir des renseignements », « de mieux connaître les groupes extrémistes à l'origine des atteintes et de pouvoir anticiper et prévenir leurs actions ». Elle permet aussi « de pouvoir gagner en efficacité par des actions et des enquêtes mieux coordonnées ».

Terre Net

14/04

“

Juridiquement, pour qu'il y ait dénigrement, « il faut être dans une position de concurrence », explique François Veillerette.

yahoo! actualités

Actualités Accueil Monde France Politique Finance Sport Coronavirus Santé Auto Insolite Sciences & Tech

« Agribashing » : Deux associations déposent un recours contre la cellule Déméter, lancée par l'Intérieur

20 Minutes avec AFP
20 minutes.fr 14 avril 2020



AGRICULTURE - Lancée à l'automne 2019, cette cellule a été mise en place pour « identifier et poursuivre » les auteurs d'intrusions ou d'agressions chez des agriculteurs

Deux associations ont déposé un recours contre Déméter, la cellule anti-agribashing mise en place par la gendarmerie nationale. Pollinis et Générations futures estiment que ce « dispositif de surveillance » fait « pression » sur les associations dénonçant l'agriculture industrielle. Le recours a été déposé ce vendredi devant le tribunal administratif de Paris.

Yahoo Actualités

14/04

“

Déméter, (...) constitue « une pression » sur les associations dénonçant les méthodes de l'agriculture industrielle, fait valoir François Veillerette, de Générations futures.

RÉFÉRENCE agro

PODCASTS MAGS EN LIGNE ANNUAIRE

ACTUALITES FILS D'ACTUS RH & MANAGEMENT OFFRES D'EMPLOI INNOVATIONS

Christophe Richardot, DG de Dijon Céréales - « Tenir le rythme d'expédition soutenu »

ACCUEIL ACTUALITES POLITIQUE DEUX ONG DÉPOSENT UN RECOURS CONTRE LA CELLULE DÉMÉTÉR



DEUX ONG DÉPOSENT UN RECOURS CONTRE LA CELLULE DÉMÉTÉR

La rédaction 15 avril 2020

Pollinis et Générations futures souhaitent la suppression de la cellule Déméter mise en place en octobre 2019 pour lutter contre les infractions commises à l'encontre des agriculteurs. Pour ces ONG, elle marque le lien entre la FNSEA et le Gouvernement et une atteinte à la liberté d'expression. Didier Guillaume affirme le contraire. Explications.

Référence Agro

15/04

“

Pollinis et Générations futures souhaitent la suppression de la cellule Déméter mise en place en octobre 2019 pour lutter contre les infractions commises à l'encontre des agriculteurs.

Presse web



Que recherchez-vous ?

Abonnez-vous



POINT DE VUE : « Se nourrir après le Covid-19 »

Quel choix d'alimentation pour demain ? Alors que la crise sanitaire remet la question au cœur des préoccupations quotidiennes, comment la France peut-elle organiser son indépendance alimentaire ?



Notre société devra travailler à garantir le droit à une alimentation choisie, diversifiée, de qualité, respectueuse de l'environnement et des animaux. OUEST FRANCE ARCHIVES DAVID ACEMUS

Ouest France

23/04



Mathieu Courgeau, paysan en Vendée, Président de la plateforme Pour une autre PAC, qui rassemble 41 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyens consommateurs.

Presse papier

Ouest France

23/04

« La lutte contre une crise sanitaire n'est pas simplement l'affaire des experts. Il faut que la population soit pleinement mobilisée. Pour que les mesures barrières soient appliquées, et tout particulièrement le confinement radical imposé par le gouvernement, il a fallu que nous soyons pleinement convaincus de leur utilité. Le Conseil scientifique a d'ailleurs insisté sur le fait que la communication gouvernementale nécessitait des messages plus variés que la

bre quotidien de patients hospitalisés et en réanimation, ainsi que du nombre de décès. Message « Alertes coronavirus » sur toutes les chaînes publiques, accompagné d'une petite sonnerie inquiétante. Pour une grande part, la communication gouvernementale était centrée sur la tension dans les services de réanimation des hôpitaux et le fait que les plus jeunes générations n'attendaient pas à l'abri de l'épidémie. L'objectif était que chacun se sente concerné par la gravité exceptionnelle du risque sanitaire. Le

Dans les programmes de santé publique, on raisonne fréquemment en mettant en balance les bénéfices et les risques d'une mesure à prendre. Les individus doivent pouvoir identifier par eux-mêmes les risques et les bénéfices associés à leurs comportements : quels sont les risques et quels sont les bénéfices d'aller rendre visite à ma grand-mère ? De mettre mon enfant à l'école ? De rencontrer des amis ? Car il va falloir, à partir du 11 mai, accepter des mesures compliquées à faire comprendre,

contre les intractions.

Des données scientifiques accessibles à tous

En Corée du Sud, les citoyens ont été informés très tôt sur l'épidémie : la discipline et la solidarité ont joué un rôle essentiel dans le contrôle rapide de l'épidémie. En Allemagne, c'est aussi en partageant l'information scientifique avec la population, que

déconfinement devra être explicite : par exemple, on peut se demander ce qui justifie aujourd'hui de rouvrir les lycées et pas l'enseignement supérieur. Les niveaux d'immunité par classe, d'âge, les différentes modifications sur la transmission de l'épidémie et ses conséquences qui guident la décision gouvernementale doivent être mis à disposition du public. Les systèmes de données ouvertes sont nombreux. Le site data.gouv.fr, par exemple, permet à chacun d'accéder aux statistiques

confidentiel en France, ou la science est souvent considérée comme l'affaire d'experts. Cette crise peut avoir une vertu si nous parvenons à développer des outils de partage des connaissances capables de rendre l'information scientifique accessible à l'ensemble du corps social. »

(1) Directrice de recherche en démographie à l'Institut de recherche pour le développement, et professeur de sciences politiques à Paris 1.
(2) Avis du 23 mars 2020.

« Après le Covid-19, garantir le droit à une alimentation choisie »

Mathieu Courgeau, paysan en Vendée et président de la plateforme Pour une autre PAC (1)



étaient en situation de précarité alimentaire dans notre pays. Au-delà de la nécessaire solidarité actuelle, notre société devra travailler à garantir le droit à une alimentation choisie, diversifiée, de qualité, respectueuse de l'environnement et des animaux. La situation actuelle met en lumière notre profonde vulnérabilité : des campagnes vides de leurs paysans et une alimentation dépendante de marchés mondiaux. Pourtant, ne pas produire notre alimentation est une folie. Comment comprendre qu'un pays comme le nôtre importe 50 % de sa consommation en fruits et légumes ? Que toute de saisonniers roumains ou marocains sous-payés, la paralysie qu'elle que quelques secteurs agricoles ? Que la France importe

chaque année l'équivalent de la surface agricole de la Belgique en soja, majoritairement OGM, pour nourrir les animaux de certains éleveurs ? Cette crise démontre l'urgence de reconquérir notre souveraineté alimentaire et de placer les territoires au cœur de cette stratégie. Parmi la population, la prise de conscience est réelle : les magasins de producteurs ne désemparent pas, les élus locaux se battent pour rouvrir les marchés, les produits bio s'arrachent. Les actes citoyens confirment un désir de denrées respectueuses de la santé publique et de revitalisation des zones rurales. Désormais, ce sont aux actes politiques de refonder nos systèmes agricoles et alimentaires, à l'instar des

« décisions de rupture » pour l'agriculture promises par Emmanuel Macron. Le défi est ambitieux mais indispensable pour faire face en même temps au changement climatique et à l'affaiblissement de la biodiversité, combats qui ne conditionnent rien de moins que notre survie !

La période exige de changer de cap

L'Union européenne (UE) a évidemment un rôle central à jouer : à quoi sert l'Europe, si ce n'est à coordonner et impulser une nouvelle vision pour transformer nos modèles ? La crise vient percuter de plein

fouet la négociation sur la future Politique agricole commune (Pac). Il serait incompréhensible et désastreux de ne pas tenir compte des enseignements de cette période pour la reformer en profondeur. La prochaine Pac doit impulser la diversification des territoires, la relocalisation (y compris de la vente) et la transition agroécologique. Consolider la résilience alimentaire de l'UE suppose de se tourner vers l'essentiel : produire de manière durable pour nourrir toute notre population.

Loins du repli sur soi, la voie de la souveraineté alimentaire est la seule capable de produire de la solidarité avec les pays du Sud. Osons les accords de libre-échange, les exportations condamnant les paysans

locaux à la misère et les importations de soja ou huile de palme dévastent leur environnement, mais développent le commerce équitable. Chez nous, la transition ne se fera pas sans des conditions de travail et de revenus décents pour les paysans et les salariés de la transformation ou de la distribution. La période exige de changer de cap. Sachons saisir cette opportunité pour mettre l'alimentation au cœur du monde d'après, notre projet qui fait sens pour établir une société plus juste et plus vivable. »

(1) Qui rassemble 41 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité et de citoyens consommateurs.

MAI

JUIN

Recours instruction ministérielle

Presse web

Le Monde

05/05



“

Le 23 avril, neuf organisations – dont Générations futures, France Nature Environnement (FNE), la Ligue de protection des oiseaux (LPO), UFC-Que choisir, Eau et rivières de Bretagne, des collectifs de soutien aux victimes des pesticides (...).

Nice Matin

05/05



“

Le 23 avril, neuf ONG emmenées par Générations Futures, dont Eau et rivières, ont déposé deux recours devant le Conseil d'État contre ces dérogations, pour arrêter les épandages agricoles à proximité immédiate des habitations.

Le Télégramme

06/05



“

« La contamination de l'air et de l'eau par les pesticides est importante en Bretagne » rappelle l'association Eau et rivières de Bretagne dans un communiqué.

Mon Viti

07/05



“

Suite à la publication, le 30 mars 2020, du communiqué de presse "Distances de sécurité pour les traitements phytopharmaceutiques à proximité des habitations", Générations Futures a demandé d'en suspendre l'exécution.

Recours instruction ministérielle

Presse web

Reporterre

12/05



“

Les associations demandaient également le retrait d'une instruction officielle permettant ces réductions de distance à peu de frais.

Journal de l'Environnement

15/05



“

Dans deux ordonnances rendues ce 15 mai, le Conseil d'Etat rejette les recours en référé de Générations futures et du Collectif des maires anti-pesticides visant à garantir des distances suffisantes de protection des riverains lors d'épandages de pesticides.

L'Express

15/05



“

Et neuf ONG demandaient de leur côté la suspension de divers textes assouplissant les conditions de validation de dérogations ramenant les distances à trois mètres pour les cultures hautes et cinq pour les basses.

Le Monde

15/05



“

Le deuxième recours, émanant d'un regroupement d'associations (Générations futures, (...)) demandait l'annulation de textes.

Presse web



Les Échos

15/05

“

Les neuf ONG emmenées par Générations Futures n'ont pas eu plus de succès.



Vitisphère

15/05

“

Pour les neuf ONG requérantes*, c'est la douche froide.



Société

Un nouveau revers pour le collectif antipesticides

Le Conseil d'Etat rejette leurs demandes visant à suspendre les distances minimales entre zones d'épandage et habitations.

Par Eric De La Chesnais
Publié hier à 18:38, mis à jour hier à 18:38



Figaro Société

17/05

“

De leur côté, neuf ONG, dont Générations Futures, demandaient la suspension de divers textes assouplissant les conditions de validation de dérogations, réduisant les distances à trois mètres pour les cultures hautes et cinq pour les basses.

Recours instruction ministérielle

TV

France 3 Occitanie 13/05



France 3 Nouvelle-Aquitaine 14/05



“

Cette décision a été annoncée devant le Conseil d'État, qui examinait le recours de neuf associations (dont Générations Futures, UFC-Que choisir, France Nature Environnement et la LPO) contre le ministère.

Un processus de concertation contesté donc que le ministère de l'agriculture met entre parenthèse. Sa dérogation permet "de passer outre" s'indigne Générations Futures.

Radio



France Info 16/05

“

De leur côté, neuf ONG demandaient la suspension de divers textes facilitant le recours à des dérogations afin de ramener les distances à trois mètres pour les cultures hautes et cinq mètres pour les basses.

Communiqué COVID-19 vs lobbying de l'agrochimie

Presse web

Reporterre

14/05



“

Jeudi 14 mai, des organisations — dont Greenpeace, la Confédération paysanne ou Générations futures — ont dénoncé dans un communiqué commun « les manœuvres menées par les partisans de l'agriculture industrielle ».

3 RESEAU D'ENQUETES
Pesticides, le débat empoisonné (Non DEF)



Date de diffusion 20 mai 2020 à 22.40

Contact presse
Adam Mansour Service Presse et
Communication France 3

“

65 000 tonnes de pesticides sont utilisés tous les ans en France. Ce chiffre fait du pays l'un des principaux consommateurs de produits phytosanitaires au monde.



MENU

ouest france

Recherche : ville, actualité, fait divers...

Accueil / Normandie / Coutances

Coutances. Les coquelicots interpellent les eurodéputés sur la Pac

Le mouvement écologiste des coquelicots participe à la campagne Shake ton politique, qui a pour but d'échanger avec des eurodéputés sur la Politique agricole commune.



“

L'association Générations futures, qui a créé le site, propose, du 19 mai au 22 juin, chaque semaine, d'échanger avec les eurodéputés sur un thème majeur en lien avec la Pac.

JUILLET

AOÛT

Presse web

PLANÈTE • AGRICULTURE & ALIMENTATION

Baisse du recours aux pesticides : des chiffres à manier avec précaution

Sur la base de données provisoires et partielles, le gouvernement annonce une baisse spectaculaire des ventes de produits phytosanitaires en 2019, par rapport à 2018.

Par Stéphane Foucart • Publié hier à 20h28, mis à jour à 06h50

Article réservé aux abonnés



Une boîte de désherbant au glyphosate, dans un champ traité, à Ouzouer-sous-Bellegarde (Loiret), le 30 novembre 2017. CHRISTIAN HARTMANN / REUTERS

Le Monde

01/07

“

« C'est un pur coup de com, c'est lamentable et surtout ce n'est pas sérieux », proteste pour sa part François Veillerette, porte-parole de Générations futures.

Ouest France

02/07

“

Mais les ONG Génération Futures, France Nature Environnement et la Fondation Nicolas Hulot ont dénoncé jeudi la publication de ces chiffres (...).

UFC-Que Choisir

03/07

“

Et de ce point de vue, les dernières données étaient loin d'être glorieuses comme l'UFC-Que Choisir et Générations futures l'ont régulièrement relevé, avec une hausse de 24% du NODU en 2018 par rapport à 2017.



ouest
france



Recherche : ville, actualité,

Accueil / Environnement / Pesticides

Le gouvernement veut étendre les usages interdits de pesticides en 2022

Les interdictions d'usage de pesticides vont être étendues dans les lieux de vie, comme les jardins des copropriétés, les parcs privés ou les campings, à partir de 2022.



QUE CHOISIR EXPERT • INDÉPENDANT • MILITANT

Rechercher un test, un guide d'achat...

Ex : Vin, cave à vin et champagne, comparateur supermarché

Accédez dès maintenant à tout **QUECHOISIR.org** en illimité ET SUR TOUS VOS APPAREILS !!!

Accueil > Alimentation > Pesticides > Pesticides - Comment répartir... des nouvelles en trompe-l'œil

DOSSIER PESTICIDES

COMBATTEUR / COMBATIF

> Pesticides dans les fruits

À NE PAS MANQUER

> Action locale UFC-Que Choisir - Epandages agricoles - Pas près de nos habitations ! 25/06/2020

> Actualité - Pesticides dans l'eau du robinet - Halte aux fausses alertes 20/06/2020

> Actualité - Pesticides - Clap de fin pour le diméthoate sur les cerises 04/06/2020

Pesticides - Comment répartir... des nouvelles en trompe-l'œil

Publié le : 03/07/2020

La quantité de pesticides vendue a baissé de 44% en 2019 par rapport à 2018 se sont félicités Didier Guillaume et Elisabeth Borne. Dit comme ça, en voilà une bonne nouvelle... Mais regardons d'un peu plus près la situation...

BILLET DU PRÉSIDENT

Presse web

Sud Ouest

02/07



PESTICIDES PULVÉRISÉS,
ENFANTS EXPOSÉS,
SANTÉ MENACÉE
ASSEZ

La conférence de presse des deux associations, ce jeudi, à Bordeaux, sur le parvis des Droits de l'Homme © Crédit photo : Denis Lherm

Par Denis Lherm
Publié le 02/07/2020
Mis à jour à 18h58

Alerte pesticides Haute Gironde et Générations futures dénoncent la "Charte du bien vivre ensemble" pilotée par la Chambre d'agriculture et organisent leur propre consultation des citoyens

Basta Mag

23/07



basta! 10 ANS
Radicalement indépendant

DÉCRYPTER | RÉSISTER | INVENTER | DÉBATTRE | CHRONIQUES | DOSSIERS

Accueil > Résister > Les chartes prévues pour encadrer l'usage des pesticides qualifiées de « (...) »

AGRICULTURE

Les chartes prévues pour encadrer l'usage des pesticides qualifiées de « tartufferie »

PAR NOLWENN WEILER, SOPHIE CHAPELLE 23 JUILLET 2020



“

Alerte pesticides Haute Gironde et Générations futures, deux associations environnementales, ont tenu une conférence de presse ce jeudi à Bordeaux pour dénoncer la crédibilité de la charte départementale des riverains élaborée par la Chambre d'agriculture de la Gironde, qui encadre l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture et la viticulture.

“

« Les signataires appartiennent à un cercle très restreint : l'interprofession, les syndicats agricoles et les représentants des mairies. Les riverains ne sont pas du tout associés, observe Nadine Lauvergeat.

Presse web

Metropolitaine

06/07

METROPOLITAINE

L'ŒIL DE MÉTROPO, NATURE — 6 JUILLET 2020

Eau du robinet : un risque pour nos enfants ?

Par METROPO

Une nouvelle étude de l'association Générations futures tire l'alarme : l'eau du robinet consommée en France n'est pas exempte de polluants chimiques, majoritairement issus de pratiques agricoles. Pour écarter tout danger, les pédiatres recommandent aux parents de jeunes enfants de recourir à l'eau minérale.

« Des pesticides perturbateurs endocriniens cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques dans l'eau du robinet en France en 2019 » : c'est le titre, inquiétant, d'un rapport rendu public le 17 juin par l'association de défense de l'environnement Générations futures. Selon ses auteurs, qui ont fait appel à un ingénieur spécialisé dans le traitement des

“

Une nouvelle étude de l'association Générations futures tire l'alarme : l'eau du robinet consommée en France n'est pas exempte de polluants chimiques, majoritairement issus de pratiques agricoles.

Le Journal du Centre

20/07

LE JOURNAL DU CENTRE

À LA UNE | VIE LOCALE | SPORTS | LOISIRS | ECONOMIE

Pesticides dans l'eau du robinet de la Nièvre : faut-il s'inquiéter ?

NEVRES | SANTÉ | ENVIRONNEMENT

Publié le 20/07/2020 à 09h00

LIRE LE JOURNAL

Des prélèvements d'eau effectués dans la Nièvre, en 2019, ont révélé la présence de pesticides pouvant

“

L'association Générations futures révèle que l'eau des robinets de la Nièvre contient des résidus de pesticides en telle quantité que le département figure parmi les plus mauvais élèves de France.

Presse web

Libération

07/07



“

Déverrouiller les conditions de possibilité d'une politique écologique et solidaire, voilà ce qui devrait guider l'action de celles et ceux qui ne veulent pas que le jour d'après ne soit qu'un éternel recommencement, en pire, du jour d'avant.



“

Parmi les signataires de la lettre ouverte, on trouve notamment France Nature Environnement, Greenpeace, Attac, Générations futures, LPO, les Amis de la Terre, Pollinis, ou encore le syndicat agricole alternatif la Confédération paysanne.

Presse web

Le Huff Post

31/07

Le Monde

31/07

L214 demande la dissolution de Demeter, la cellule anti agribashing

La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures. Elles ont déposé en avril un recours au tribunal administratif pour obtenir l'annulation de la convention entre le ministère de l'Intérieur et les syndicats agricoles.

À voir également sur *Le HuffPost*: Interrogé sur L214, le ministre de l'Agriculture arrache le micro d'un journaliste



“

La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures.

Le Monde

S'abonner, c'est découvrir des enquêtes approfondies sur les enjeux climatiques

Lire aussi | [L214, la méthode choc pour dénoncer les abattoirs](#)

La Ligue des droits de l'homme a précisé apporter son « soutien politique » à l'action de L214. « Les atteintes à la liberté d'expression et d'association s'aggravent dans ce cadre depuis le début de l'année », estime son secrétaire général, Roland Blache, cité dans un communiqué. La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures. Elles ont déposé, en avril, un recours au tribunal administratif pour obtenir l'annulation de la convention entre le ministère de l'Intérieur et les syndicats agricoles.

“

La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures.

Capital

01/08

Web Agri

01/08

Capital

EN CE MOMENT : DÉBATTEZ ! ANNONCES IMMO ETATS-UNIS

ECONOMIE ET POLITIQUE

L214 s'attaque à la "cellule Demeter" de la gendarmerie

ANIMAUX + SUIVRE

GMEDIAS
PUBLIÉ LE 01/08/2020 À 11H31
MIS À JOUR LE 01/08/2020 À 14H39

“

La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures.

LES SUJETS DU MOMENT Foncier agricole Moisson Les lecteurs en parlent Aïeas climatiques

L'actualité de l'élevage EcoSocial EcoSocial

Lutte contre l'agribashing L214 s'attaque à la « cellule Demeter »

01/08/2020 AFP

L'association L214 a déposé vendredi un recours contre la « cellule Demeter » créée par les autorités pour lutter contre les « atteintes au monde agricole », y voyant une entreprise d'« intimidation » à l'encontre des militants dénonçant l'élevage industriel.

« Il y a une volonté de nous intriquer », a déclaré à l'AFP Brigitte Gohière, cofondatrice de l'association antisépéciste qui a publié des dizaines de vidéos dénonçant les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux.

Elle demande la dissolution de la cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole, ou « cellule Demeter », créée par la gendarmerie à l'automne 2019, ainsi que la résiliation d'une convention signée en décembre entre le ministère de l'Intérieur et les syndicats agricoles majoritaires FNSEA et Jeunes agriculteurs.

Cette cellule et cette convention ont pour objet, selon les mots du ministre de l'Intérieur d'alors Christophe Castaner, « de mieux protéger nos agriculteurs », notamment contre les intrusions dans les élevages.

“

La cellule et la convention sont également dénoncées par les associations Pollinis et Générations futures.

Résultats Campagne Nationale Exploratrice des Pesticides

Presse web



Good Planet Mag 24/07

“

François Veillerette, directeur de l'association de Générations Futures se félicite de cette décision : « nous avons bien repéré l'entorse à la déontologie de l'Anses. Si l'Anses n'avait pas réagi, nous aurions porté l'affaire. »

Presse papier



Le Canard Enchaîné 25/07

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

Le Journal de l'Environnement

30/07

Néonicotinoïdes: le gouvernement sous pression des betteraviers
17.30 juin 2020 par Florian Lamy
France # Bio, Bioécologie, Santé animale, produits, agriculture, Herbicides

Twitter Facebook LinkedIn Google+ Email

Appeler à mes abonnés Appeler un ami

Frappée par une rare crise de jaunisse, maladie véhiculée par des pucerons, la filière betteravière exhorte le ministre de l'agriculture de lui accorder le droit d'employer des néonicotinoïdes. Problème: ces pesticides, nocifs pour les pollinisateurs, sont interdits depuis septembre 2018.

En vertu de la loi biodiversité d'août 2016, les néonicotinoïdes (par ailleurs aussi interdits au niveau européen) ne sont plus autorisés en France depuis septembre 2016, en raison de leur impact avéré sur les pollinisateurs. Quelques rares exceptions subsistent sur des usages pour lesquels l'Anses, dans son volumineux rapport de mai 2016, n'avait pas identifié d'alternatives.

Parmi ces exceptions ne figure pas la betterave. Or c'est tout l'enjeu du bras de fer qui se joue depuis quelques semaines, suite à la forte poussée de jaunisse que connaît la culture de betteraves cette année. Liée à des virus véhiculés par le puceron vert du pêcher (*Myzus persicae*), cette crise, sans précédent depuis 15 ans, est liée à la pollution de ces insectes, suite à un hiver doux.

“

Selon François Veillerette, l'enrobage de semences par les néonicotinoïdes constitue "le degré zéro de l'agriculture. Il faut d'abord faire de la prévention, puis de la surveillance. Au lieu de cela, [les producteurs] s'en remettent complètement à la chimie".

Le Parisien

06/08

Le gouvernement prêt à déroger à l'interdiction d'un insecticide pour traiter les betteraves

Le gouvernement veut autoriser les agriculteurs à utiliser dès 2021 des semences de betteraves enrobées d'un insecticide qui était interdit depuis 2018.

“

L'organisation évoque une décision qui serait « catastrophique pour la filière apicole et pour l'ensemble des insectes pollinisateurs déjà fortement fragilisé en France ». « Nous ne pouvons accepter un retour en arrière aujourd'hui », soutient l'organisation.

Les Échos

06/08

Les Echos

À la une Idées Économie Politique Monde Tech-Médias Entreprises Bourse Finance

INTERVIEW

François Veillerette : « Il faut penser bonne agronomie avant de penser chimie »

Pour le président de Générations Futures et membre d'EELV, l'infestation des semences de betterave par les pucerons verts résulte de la pratique des grandes cultures et du manque de biodiversité. Il plaide pour un alignement vers le haut des pratiques agricoles en Europe.

“

Pour le président de Générations Futures et membre d'EELV, l'infestation des semences de betterave par les pucerons verts résulte de la pratique des grandes cultures et du manque de biodiversité. Il plaide pour un alignement vers le haut des pratiques agricoles en Europe.

Les Échos

06/08

Les Echos

À la une Idées Économie Politique Monde Tech-Médias Entreprises Bourse Finance-Marchés Régions Patrimoine Le Mag W1

Insecticides : le gouvernement fait marche arrière pour sauver la betterave

Interdit depuis 2018, l'usage des pesticides néonicotinoïdes pourra être autorisé à titre dérogatoire et jusqu'en 2023, le temps de sortir la filière betteravière de l'ornière et de trouver des formules de substitution.

Lire plus tard Connex & Distribution Partager Commenter

“

Générations Futures, la plus en pointe, s'est déclarée « scandalisée par cette décision ministérielle qui constitue un recul important sur la question de ces insecticides tueurs d'abeilles ».

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

Le Point

07/08



“

En face, le président de Générations futures François Veillerette dit sa « colère ». « La France avait été exemplaire et, là, on recule », a-t-il déploré auprès de l'Agence France-Presse.

Ouest France

07/08



“

En face, le président de Générations futures François Veillerette dit sa colère. La France avait été exemplaire et là, on recule, a-t-il déploré auprès de l'AFP.

Actu.fr

11/08



“

Une pétition a même été lancée sur Change.org par l'association Générations futures. Mardi 11 août 2020, elle avait recueilli plus de 68 000 signatures.

Brut

12/08



“

"Tous les insectes qui vont passer par là, qui vont venir butiner et piquer, vont se retrouver tués. Ou très affaiblis si la dose est insuffisante, mais ça suffit pour faire périr les colonies d'abeilles ", s'insurge François Veillerette, directeur de Générations futures.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

Actu Environnement 17/08



“

Les ONG Générations futures et Pollinis, ou encore le syndicat agricole Confédération Paysanne et le syndicat apicole Unaf, demandent « que tous les néonicotinoïdes restent interdits ! ».

Google Actualités 18/08



Le Figaro 18/08



Betteraves : des associations «scandalisées» par la réautorisation d'un pesticide

Ces organisations ont adressé une lettre au ministre de l'Agriculture Julien Denormandie lundi 17 août. Elles lui demandent de ne pas déroger à l'interdiction des néonicotinoïdes.

Par Le Figaro

“

«Scandalisées» par la dérogation accordée par le gouvernement permettant d'utiliser des insecticides néonicotinoïdes sur la culture de la betterave, 17 associations ont adressé lundi 17 août une lettre au ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie.

Plein Champ 18/08



Les anti-néonicotinoïdes contre-attaquent

Publié par Plein Champ 40 vues 0 commentaire

A l'initiative de de Générations futures, 18 organisations non gouvernementales interpellent le ministre de l'Agriculture et lui demandent de renoncer à son projet de réautorisation des néonicotinoïdes sur la betterave.

“

A l'initiative de de Générations futures, 18 organisations non gouvernementales interpellent le ministre de l'Agriculture et lui demandent de renoncer à son projet de réautorisation des néonicotinoïdes sur la betterave.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

REUSSIR
Nourrir votre performance

ÉCONOMIE & SOCIÉTÉ ÉLEVAGE CULTURES VITI-ŒNOLOGIE ÉQUIPEMENT BIO AGRIGOODNEWS

Dérégulation pour les néonicotinoïdes : 18 associations demandent au ministre de l'Agriculture de renoncer

MA Carré avec Agra 19 août 2020

Économie & société Cultures

Le projet de dérogation accordée aux betteraviers pour l'utilisation de néonicotinoïdes soulève des protestations. 18 associations viennent de signer une lettre pour demander au ministre de l'Agriculture de ne pas accorder cette dérogation si « temporaire et très encadrée » soit-elle.

tendanceOUEST

Normandie. Néonicotinoïdes : tous les agriculteurs ne sont pas en faveur de l'insecticide

La Confédération paysanne s'oppose aux dérogations accordées aux betteraviers pour utiliser des néonicotinoïdes.

18 ONG, dont la Confédération paysanne, demandent au ministre de l'Agriculture de revenir sur sa décision d'autoriser les betteraviers d'utiliser des néonicotinoïdes en 2021.

Publié le 19 août 2020 à 16h20
Par Gilles Anthoine

Des ONG demandent à Julien Denormandie de s'opposer aux dérogations

AFP le 19/08/2020 à 10:04
Dix-huit associations ont demandé mardi au gouvernement de ne pas accorder de dérogations pour l'utilisation des néonicotinoïdes aux betteraviers, dénonçant un « recul important » dans la protection des abeilles.
Dans un courrier adressé au ministre de l'agriculture Julien Denormandie, Générations futures, WWF, la Ligue de protection des oiseaux (LPO), la Confédération paysanne, l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF) ou encore Stop pesticides, l'appellent à « ne pas déroger à l'interdiction des néonicotinoïdes ».
Le ministère de l'agriculture a annoncé début août vouloir permettre aux planteurs de betteraves à sucre d'employer, « dans des conditions strictement encadrées », un insecticide interdit depuis 2018 afin de protéger leurs cultures des pucerons verts, vecteurs du virus de la jaunisse, à la demande du syndicat spécialisé CGB, affilié à la FNSEA.
Les néonicotinoïdes, qui s'attaquent au système nerveux des pollinisateurs comme les abeilles, essentiels à l'agriculture, ont été interdits de tout usage phytosanitaire en septembre 2018.
Pour les ONG, les arguments avancés pour une telle dérogation – manque d'alternatives à cet insecticide, impact limité car il est utilisé en enrobage de semence pour les cultures de betterave, ne tiennent pas.
« Les plantes se trouvant à proximité des cultures traitées aux néonicotinoïdes sont largement contaminées, conduisant à une contamination importante du pollen ramené dans les ruches », indiquent-elles. De plus, « les néonicotinoïdes sont persistants » et se retrouvent dans les sols, les cours d'eau, les nappes phréatiques, poursuivent-elles.
Le manque d'alternatives à l'usage de néonicotinoïdes pour lutter contre le virus de la jaunisse est démenti par l'exemple des betteraves cultivées en bio, peu touchées par cette maladie, poursuivent-elles. Elles déplorent l'ouverture de « cette boîte de Pandore », les producteurs de maïs ayant aussi demandé une dérogation. Une pétition demandant de ne pas accorder ces dérogations a déjà recolté 95 000 signatures, font-elles encore valoir.

Réussir

19/08

“

18 associations viennent de signer une lettre pour demander au ministre de l'Agriculture de ne pas accorder cette dérogation si « temporaire et très encadrée » soit-elle.

Tendance Ouest

19/08

“

Au total, 18 ONG (dont la Confédération paysanne, Générations futures, WWF, la Ligue de protection des oiseaux, l'Union nationale de l'apiculture française ou encore Stop pesticides) ont saisi le ministre de l'Agriculture pour lui demander de revenir sur sa décision.

AFP

19/08

“

Dans un courrier adressé au ministre de l'agriculture Julien Denormandie, Générations futures, WWF, la Ligue de protection des oiseaux (LPO), la Confédération paysanne, l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF) ou encore Stop pesticides, l'appellent à "ne pas déroger à l'interdiction des néonicotinoïdes".

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

Géo

25/08



“

Une pétition de protestation mise en ligne dans la foulée par l'ONG Générations futures a recueilli à ce jour plus de 120 000 signatures.

L'Union

25/08



“

Selon un sondage OpinionWay commandé par Générations Futures, près de 7 Français sur 10 sont opposés à la ré-autorisation du pesticide décidée par le gouvernement.

Le Parisien

25/08



“

Le message passe mal. Le gouvernement a proposé le 6 août une dérogation pour permettre aux betteraviers d'utiliser des néonicotinoïdes, pesticides interdits par la loi depuis 2018. Or selon un sondage OpinionWay pour l'ONG Générations futures que nous révélons, près de 7 Français sur 10 sont contre cette ré-autorisation.

69

Pourquoi Docteur 26/08



“

"C'est une bonne nouvelle, les Français savent désormais depuis longtemps que ces produits sont dangereux pour les abeilles notamment. C'est pour cette raison qu'ils ont été interdits par la loi", a réagi François Veillerette, le président de l'association.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Radio

France Info

06/08

France Info

06/08



“

Le retour des néonicotinoïdes dans certaines exploitations agricoles françaises est un retour en arrière face à un "coup de pression des syndicats agricoles", a dénoncé, jeudi 6 août, sur franceinfo, le directeur de l'association Générations Futures, François Veillerette.



“

En face, le président de Générations Futures, François Veillerette, fait part de sa "colère". "La France avait été exemplaire, et là, on recule", a-t-il déploré auprès de l'AFP.

France Info

18/08

France Info

25/08



“

"Comment peut-on sérieusement aujourd'hui prétendre défendre la biodiversité et accorder de telles dérogations?", s'interrogent les 14 organisations, dont Générations futures, Greenpeace ou WWF France, dans une lettre au ministre de l'Agriculture.



“

Près de sept Français sur dix ne sont pas favorables à l'intention du gouvernement d'accorder une dérogation aux cultivateurs de betteraves à sucre pour réutiliser un insecticide interdit depuis 2018, selon un sondage OpinionWay pour Générations Futures.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Radio

France Culture

25/08

France Culture

25/08



france culture LE DIRECT Programmes Podcasts Rechercher...

LE 25/08/2020

Betterave à sucre avec ou sans néonicotinoïdes ?

ÉCOUTER (58 MIN)

À retrouver dans l'émission
DE CAUSE À EFFETS, LE MAGAZINE DE L'ENVIRONNEMENT par Aurélie Luneau

S'ABONNER CONTACTER L'ÉMISSION



france culture Betterave à sucre avec ou sans néonicotinoïdes ?

Ils sont revenus dans l'actualité de l'été et suscitent bien des débats, non seulement dans les médias, dans le monde politique, agricole et associatif, mais aussi entre collègues, amis ou en famille.

Les néonicotinoïdes ont fait leur retour sur le devant de la scène estivale, suite à une demande de dérogation des producteurs de betteraves qui voient leur production dévastée par le virus de la jaunisse. Le 6 août, un plan d'action gouvernemental en faveur des betteraviers a été présenté, prévoyant en outre de ré-autoriser les campagnes de néonicotinoïdes en 2021, avec possible reconduction pour 2022 et 2023. Cette dérogation devra alors passer par une modification de la loi de 2016 qui avait abouti à leur interdiction en France en 2018.

Pourquoi l'agriculture traditionnelle a-t-elle encore besoin de recourir à des insecticides de cette catégorie ? Depuis la loi de 2016, quelles solutions alternatives ont pu être trouvées et de quel accompagnement les producteurs peuvent-ils bénéficier ? La recherche a-t-elle avancé ? Quels risques une autorisation par dérogation peut-elle faire courir aux écosystèmes et aux hommes ? Voici quelques-unes des questions que nous aborderons avec nos trois invités, **Alexandre Quillet**, représentant de la Confédération générale des planteurs de betteraves, et président de l'Institut technique de la betterave, **Jean-François Odoux**, ingénieur d'étude, chercheur de l'INRAE, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et **François Veillerette**, directeur et porte-parole de l'Association Générations futures.

Et en milieu d'émission, dans « L'œil du Monde-Planète », c'est Martine Valo, journaliste de la rédaction des pages Planète du journal Le Monde, notre partenaire, qui nous livrera son choix Info de la semaine. Elle s'intéressera aux retenues d'eau artificielles face aux sécheresses.

“

Ils sont revenus dans l'actualité de l'été et suscitent bien des débats, non seulement dans les médias, dans le monde politique, agricole et associatif, mais aussi entre collègues, amis ou en famille.

Réseaux sociaux

Konbini News

12/08



Konbini news ✓

13 août, 16:56 · 🌐



La décision du gouvernement de réintroduire ces produits dangereux fait polémique



NEWS.KONBINI.COM

**Insecticides "tueurs d'abeilles" : que sont les néonicotinoïdes et
quelles alternatives ?**



Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

TV

BFM pour RMC 19/08



“

Cette lettre a été envoyée par 18 associations comme Greenpeace ou Générations Futures pour demander à Julien Denormandie de revenir sur sa décision. Le ministre de l'Agriculture veut en effet accorder des dérogations aux producteurs de betteraves.

SEPTEMBRE

OCTOBRE

Journal de l'environnement

Saisissez votre recherche

ACCUEIL VIDEO AIR EAU DÉCHETS CLIMAT RISQUES-SANTÉ SITES-SOLS EN

Risques-Santé

Imprimer

Pesticides: les Coquelicots appelés à semer leurs graines

Le 04 septembre 2020 par Romain Louy

► Sites-Sols, Politique-Société, Santé publique, Faune et flore, ONG, pesticides, agriculture

TWITTER FACEBOOK LINKEDIN GOOGLE+ EMAIL

Ajouter à mes dossiers Ajouter un avis



Fabrice Nicolino, l'un des pères des Coquelicots. DR

Deux ans après la publication de son appel à sortir des pesticides, le journaliste Fabrice Nicolino propose au réseau «Nous voulons des coquelicots» de poursuivre ses actions, en vue d'une sortie de l'agriculture industrielle.

Le 12 septembre 2018, le journaliste Fabrice Nicolino, épaulé par l'association Générations futures, lançait dans Charlie Hebdo l'Appel des Coquelicots. Objectif, obtenir l'interdiction totale et définitive des pesticides de synthèse. Spontanément, des centaines de collectifs se sont regroupés chaque premier vendredi du mois devant les mairies, clamant leur ras-le-bol d'un système agricole en perdition, destructeur de santé et de biodiversité.

“

Avec France nature environnement et Générations futures, Nous voulons des coquelicots a engagé fin janvier une procédure judiciaire pour demander l'interdiction de trois de ces fongicides.

Le gouvernement va réintroduire les néonicotinoïdes

Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a annoncé le retour de ces insecticides sur la betterave, pour lutter contre une maladie transmise par un puceron. Il avait pourtant banni leur utilisation en 2018

Les betteraviers ont eu gain de cause. Le ministère de l'agriculture et de l'alimentation a annoncé, jeudi 6 août, la mise en place d'un plan d'aide à la filière, confrontée à la jaunisse de la betterave, une maladie virale transmise par un puceron (*Myzus persicae*). Cette maladie peut entraîner des baisses de rendement pouvant atteindre 30 % à 50 % – selon les estimations de la filière, reprises par le communiqué ministériel. Les professionnels disent être face à une « crise inédite ».

Outre la promesse d'indemnités et le lancement d'un effort de recherche ad hoc, le gouvernement annonce pour l'automne une « modification législative » permettant « pour la campagne 2021 et, le cas échéant, les deux campagnes suivantes tout au plus » des dérogations permettant l'usage de semences enrobées de pesticides dits « néonicotinoïdes ». Au ministère de l'agriculture, on assure que ces dérogations ne concerneront que la betterave.

En France, la loi sur la biodiversité de 2016 a interdit ces insecticides dits « tueurs d'abeilles » à compter du 1^{er} septembre 2018 ; l'Union européenne a également

interdit les usages des principaux représentants de cette famille chimique. « Ces interdictions sont essentielles pour lutter contre le déclin massif des colonies d'abeilles et des pollinisateurs sauvages », expliquait alors le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, dans un communiqué d'août 2018.

Le retour des « néonics » était l'une des principales revendications des betteraviers, d'autant que d'autres pays européens dérogent eux aussi à l'interdiction. « C'est une perte probable supérieure à 150 millions d'euros et qui pourrait même atteindre les 200 millions d'euros pour les planteurs, l'ampleur de l'épidémie

« Il nous faut trouver un équilibre durable, c'est tout l'enjeu de la transition agro-écologique »

JULIEN DENORMANDIE
ministre de l'agriculture
et de l'alimentation

étant croissante, assurait Franck Sander, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB), le 31 juillet, dans une lettre ouverte au premier ministre. Certains agriculteurs perdront plus de 1 000 euros par hectare, un drame pour ces exploitants ! »

« Souveraineté alimentaire »

Tandis que les syndicats betteraviers saluent l'annonce du gouvernement, les organisations de protection de l'environnement fulminent. François Veillerette, directeur de l'association Générations futures, dénonce « un recul inacceptable qui montre que ce gouvernement plie aisément sous le poids des lobbys de l'agrochimie et de l'agriculture industrielle, et a renoncé à être le leader de la lutte contre les insecticides tueurs d'abeilles en Europe ».

Au cabinet du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, on assure qu'aucune alternative aux néonicotinoïdes n'est possible. Le discours est plus nuancé à l'Institut technique de la betterave (ITB), où l'on assure que l'un des produits alternatifs est trop toxique pour les insectes auxiliaires et que « deux autres possibilités existent, mais ce sont des substan-

ces qui ne persistent pas suffisamment ». Et nécessitent donc des passages réguliers sur les parcelles. En outre, assure-t-on au ministère, les betteraves ne produisent pas de fleurs avant la récolte : l'impact sur les insectes pollinisateurs serait mineur. Cependant, un grand nombre de travaux conduits ces dernières années ont montré que l'impact des néonicotinoïdes utilisés en enrobage de semences pouvait être indirect. L'essentiel de ces produits – jusqu'à 98 % des doses appliquées sur les graines, selon des données industrielles – reste en effet dans les sols, où ils peuvent s'accumuler et contaminer, plusieurs années durant, les cultures ultérieures, ou encore les plantes sauvages poussant aux abords des parcelles.

Selon le ministère, il sera interdit de planter des cultures attractives pour les pollinisateurs, suivant celles de betteraves, afin de ne pas exposer abeilles et bourdons aux résidus. La durée de cette restriction n'est pas encore définie, selon le cabinet du ministre. « Au moment où nous nous sommes donné comme priorité de retrouver notre souveraineté alimentaire, assure le ministre de l'agriculture et de l'alimentation,

Julien Denormandie, dans un communiqué, il nous faut trouver un équilibre durable, c'est tout l'enjeu de la transition agro-écologique. »

Fait surprenant : la betterave cultivée selon le cahier des charges de l'agriculture biologique (très minoritaire) semble, elle, peu ou pas touchée par la jaunisse. Dans les Hauts-de-France, Loïc Tridon, chargé d'études au sein de l'organisation régionale de l'agriculture bio (Bio en Hauts-de-France) assure que les parcelles de betterave bio de la région « ne sont presque pas concernées par ce problème ». « On ignore pourquoi, c'est peut-être lié à la taille des parcelles », explique-t-il au Monde.

Au cabinet du ministre on est surpris de l'information, et on invoque l'effet possible d'un décalage des périodes de semis, entre les bios et les conventionnels. Même constat en Ile-de-France. Interrogé par *Le Monde*, Victor Charlot, conseiller technique au Groupement des agriculteurs bios d'Ile-de-France, estime que les dommages liés à la jaunisse de la betterave sont, dans les exploitations bio, « très limités » dans sa région. ■

STÉPHANE FOUCAULT

Réseaux sociaux

CGB

08/09



CGB @CGB_FR · 4h

@QUILLETAlexand2 était l'invité hier soir sur @franceculture pour une émission avec @Veillerette sur le thème Betterave à sucre avec ou sans néonicotinoïdes ? le débat c'est important ! à réécouter ici ▶



Betterave à sucre avec ou sans néonicotinoïdes ?

Été 2020, le débat est relancé.

🔗 franceculture.fr



The image shows a screenshot of a Reporterre article. At the top, the Reporterre logo is visible with the tagline 'le quotidien de l'écologie'. Below the logo, there are navigation links for 'CLIMAT', 'POLITIQUE', 'FORÊTS', 'COVID-19', 'ALTERNATIVES', and 'TOUTE'. The article title is 'Néonicotinoïdes : défenseurs des abeilles et de la betterave s'opposent autour du gouvernement', dated '3 septembre 2020' by 'Larissa Lavocat (Reporterre)'. The article features a cartoon illustration by Gendrin showing a woman holding a jar of honey and a bunch of beets. Below the illustration, the text reads: 'Alors que les pesticides néonicotinoïdes sont interdits en France depuis le 1^{er} juillet, ce jeudi, le gouvernement présente un projet de loi permettant certaines dérogations jusqu'en 2023. Une décision prise sous la pression des betteraviers et de l'industrie sucrière, qui a suscité une levée de boucliers des défenseurs de l'environnement.' A second paragraph begins with 'La bataille s'annonce ardue. D'un côté, le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, souhaite réautoriser, sous certaines conditions, le recours à des insecticides néonicotinoïdes. De l'autre, associations, apiculteurs et partis écologistes, ont lancé un appel à la mobilisation générale contre ce « très grave recul en matière de protection du vivant », selon les propos de la députée Delphine Batho.'

“

De l'autre, associations, apiculteurs et partis écologistes, ont lancé un appel à la mobilisation générale contre ce « très grave recul en matière de protection du vivant », selon les propos de la députée Delphine Batho.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Réseaux sociaux

Fondation pour la
Nature et l'Homme

08/09

 **Fondation pour la Nature et l'Homme** 
le 8 septembre à 12:41 · 

[Un projet de loi qui ouvre la boîte de Pandore sur les pesticides]
Le gouvernement vient de présenter un projet de loi pour permettre – dès la campagne 2021 et le cas échéant les deux campagnes suivantes – une dérogation sur l'utilisation des pesticides néonicotinoïdes (tueurs d'abeilles). 🐝
Cette dérogation (qui n'est pas circonscrite à la culture de la betterave) c'est la porte ouverte à ce que ces pesticides ne soient jamais interdits...

Avec [Génération Futures](#) [Union Nationale de l'Apiculture Française](#) [UFC-Que Choisir](#) et 28 autres organisations, nous avons écrit à tous les parlementaires pour leur demander de s'opposer à cette loi sur les [#néonicotinoïdes](#). 📧 <http://www.fondation-nature-homme.org/.../néonicotinoïdes...>



FRANCETVINFO.FR 

Néonicotinoïdes : le revirement du gouvernement sur l'interdiction de l'insecticide "tueur d'abeilles" en 6...

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web

Sud Ouest

18/09



“

Ce vendredi à 18h30, Génération Écologie, Générations Futures Bordeaux et Darwin Climax Coalitions organisent une réunion publique dans les murs de Darwin (1) consacrée au projet du gouvernement d'autoriser à nouveau les insecticides néonicotinoïdes.

Pépère News

20/09



“

Ce mardi 15 Septembre, le parti politique Génération Écologie de Lille organisait une réunion publique pour évoquer le sujet des néonicotinoïdes, pesticides qui animent le débat entre les Verts et le gouvernement.

Presse web

Le Figaro

23/09

Société

Associations et parlementaires s'opposent à un projet de loi prévoyant l'autorisation des néonicotinoïdes pour traiter les cultures agricoles contre les insectes ravageurs.

Par Eric De La Chesnais

Publié hier à 21:19, mis à jour il y a 2 heures



“

Alors que la commission des Affaires économiques du palais Bourbon débattait ce mercredi d'un projet de loi ré-autorisant les insecticides néonicotinoïdes, plus d'une vingtaine d'associations, des parlementaires de gauche et des écologistes ont manifesté leur opposition à ces traitements chimiques agricoles.

Le Monde

24/09

Le Monde

Se connecter

S'abonner

« 577 abeilles » ont protesté à Paris contre la réintroduction des néonicotinoïdes

Plusieurs représentants d'apiculteurs, associations et parlementaires ont manifesté mercredi contre la réautorisation temporaire des néonicotinoïdes, en discussion à l'Assemblée nationale.

Par Maïlle Benisty · Publiée hier à 17h08

Lecture 4 min.



Article réservé aux abonnés



“

Une « armée d'abeilles » a envahi l'esplanade des Invalides, mercredi matin, à Paris. Elles étaient 577, du nombre de députés à l'Assemblée nationale, à être dessinées le poing levé et les sourcils froncés sur des pancartes.

LA CONVERSATION



Pulvérisation de pesticides dans le Nord de la France (2013). PHILIPPE HUGUEN / AFP

Pesticides : les alternatives existent, mais les acteurs sont-ils prêts à se remettre en cause ?

Michel Duru, Jean-Pierre Sarthou, Olivier Therond, Xavier Reboud, Inrae
29 septembre 2020, 23:06 CEST
Mis à jour le 6 octobre 2020, 20:34 CEST



Les débats en cours autour de la réintroduction provisoire des néonicotinoïdes – ces insecticides dits « tueurs d'abeilles » – pour la culture de la betterave le montrent une nouvelle fois : en agriculture, l'usage des produits phytosanitaires (« phytos ») fait polémique, et beaucoup de prises de position contraires se cristallisent.

Une grande confusion s'est progressivement installée dans l'esprit de nombreux publics, car si des dangers pour la santé sont régulièrement mis en avant dans les médias par certaines associations et la littérature scientifique, le discours officiel reste de prôner sa confiance dans le système mis en place et souligne qu'il y a peu de véritables problèmes pour la santé.

“

Une grande confusion s'est progressivement installée dans l'esprit de nombreux publics, car si des dangers pour la santé sont régulièrement mis en avant dans les médias par certaines associations et la littérature scientifique, le discours officiel reste de prôner sa confiance dans le système mis en place et souligne qu'il y a peu de véritables problèmes pour la santé.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse web



Le Journal du Dimanche

03/10

“

Plusieurs associations et ONG alertent les députés sur les dangers du projet de loi sur les néonicotinoïdes voté mardi à l'Assemblée nationale.



Le Monde

05/10

“

Dans la même édition du JDD, une trentaine d'organisations de défense de l'environnement et de syndicats agricoles, parmi lesquelles le WWF, Greenpeace, la Ligue de protection des oiseaux ou encore la Confédération paysanne, ont fait passer le même message à la représentation nationale.



ConsoGlobe

07/10

“

Les syndicats d'apiculteurs et les associations de défense de l'environnement ont fustigé un vote « irresponsable » et espèrent que le Sénat ne votera pas dans le même sens.

france bleu Bordeaux [Changer](#)

Gironde : la réintroduction des néonicotinoïdes est "une régression"

Mercredi 7 octobre 2020 à 11:07 - Par Aurélie Bambuck, France Bleu Gironde

Bordeaux

[f](#) [t](#) [SMS](#) [e](#)

Le monde agricole doit s'adapter pour se passer des pesticides insiste l'association Générations Futures. Le porte parole bordelais, Cyril Giraud, a dénoncé une régression sans précédent avec le vote de l'Assemblée nationale de la réintroduction des néonicotinoïdes jusqu'en 2023.



“

Le monde agricole doit s'adapter pour se passer des pesticides insiste l'association Générations Futures. Le porte parole bordelais, Cyril Giraud, a dénoncé une régression sans précédent avec le vote de l'Assemblée nationale de la réintroduction des néonicotinoïdes jusqu'en 2023.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Réseaux sociaux

GF Bordeaux

07/10

 **Générations Futures Bordeaux** @GF_Bordeaux · 1 min

[INTERVIEW] Retrouvez @genefutures #Bordeaux sur @Bleu_Gironde : La réintroduction des néonicotinoïdes est une régression qui oppose 2 mondes agricoles: la betterave à #sucre contre les #abeilles à miel.



Gironde : la réintroduction des néonicotinoïdes est une régression
Le monde agricole doit s'adapter pour se passer des pesticides insiste l'association Générations Futures. Le porte parole bordelais, Cyril Girau...

francebleu.fr

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

Presse papier

Le Parisien

07/10

20

Jusqu'au 18 octobre*

Jusqu'à **-30%**

sur l'alimentaire

9

JOURS **JOURS** **JOURS**

Mercredi 7 octobre 2020 <https://www.20minutes.fr> N° 3564

GRAND PARIS

Attentats de 2015
Le seul accusé qui comparait libre témoigne à la barre p.5

Coronavirus
Faut-il s'inquiéter pour la santé mentale de la population ? p.10

Animation
«Lupin III, The First» veut élargir le public du célèbre voleur p.17

France-Ukraine
La meilleure attaque, c'est la défense, selon Deschamps p.19



NÉONICOTINOÏDES

L'exécutif rétro-pétale

En tentant de réintroduire temporairement un insecticide néfaste pour les abeilles, le gouvernement est accusé de brouiller son message écologique. p.6



www.moijeune.com

20
LE BULLEIN
AVEC VOUS

ACTUALITÉ

Bad buzz pour le gouvernement

Politique L'exécutif revient sur l'interdiction de certains pesticides pour préserver le secteur de la betterave



« Les néonicotinoïdes restent dans les sols pendant des années. »
Jean-Charles Colas-Roy, député LREM

Lors d'une manifestation contre l'autorisation des néonicotinoïdes, néfastes aux abeilles, à Paris le 23 septembre.

Tout commence à cause d'un puceron. Favorisé par les hivers et les printemps doux, l'insecte pullule et transmet des virus aux betteraves, dont la jaunisse. Cette maladie peut entraîner des pertes importantes pour les cultivateurs (entre 30 et 50%), qui ont alerté le gouvernement depuis plusieurs mois pour obtenir le droit de pouvoir pulvériser à nouveau des néonicotinoïdes sur leurs champs. Or le pesticide est interdit en France depuis 2018 et l'entrée en vigueur de la loi sur la biodiversité, portée en 2016 par Barbara Pompili, secrétaire d'Etat à la Biodiversité sous François Hollande, et aujourd'hui ministre de la Transition écologique. Un scandale pour de nombreux citoyens, élus et associatifs qui ont multiplié les manifestations et les appels à la majorité depuis la rentrée. « J'appelle les députés à ne pas voter cette loi », a déclaré l'ex-ministre de l'Écologie Nicolas Hulot dans *Le JDD*. Chez les marcheurs, des voix dissidentes, minoritaires, se font entendre. Jean-Charles Colas-Roy, député LREM de l'Isère, en fait partie: « Les néonicotinoïdes s'attaquent aux colonies d'abeilles et restent dans les sols pendant des années. On parle de l'impact économique sur la filière betterave, mais la disparition de la biodiversité a aussi un impact financier sur toutes les filières agricoles. » Le rapporteur du texte à l'Assemblée, Grégory Besson-Moreau, plaide le « pragmatisme »: « Soit on ne fait rien et on ds au revoir à 44 000 emplois et 25 000 exploitations agricoles, et notre rang de n° 1 du sucre de betterave dans le monde. Soit on a le courage politique d'accompagner ces agriculteurs vers la transition écologique. »

La majorité n'ignore pas la nuisance politique de s'attaquer à un tel symbole. « Cette décision peut brouiller notre message, alors que nous avons énormément de mesures positives pour l'écologie à annoncer », regrette Jean-Charles Colas-Roy. D'autant que la dérogation est impopulaire: environ 70% des Français la désapprouveraient, selon un sondage OpinionWay pour Générations futures. **Laure Cometti**

Vidéo
C'est quoi, les néonicotinoïdes?

20 secondes

Les soignants quittent l'hôpital public malgré le Ségur

Presse web

Santé & Travail

08/10

L'Obs

09/10

Santé & Travail QUI SOMMES-NOUS? LE MAGAZINE AGENDA NEWSLETTER S'ABONNER S'IDENTIFIER
MALADIES RISQUES TRAVAIL SECTEURS D'ACTIVITÉ ACTEURS DE PRÉVENTION DROIT INTERNATIONAL



Rififi scientifique autour du glyphosate
PAR ROZENN LE SAINT / 08 OCTOBRE 2020
L'abandon, cet été, d'une partie des recherches complémentaires censées être menées en France sur la toxicité du glyphosate risque de peser sur la décision de réautorisation du pesticide en 2022. Un raté qui relance le débat sur les procédures d'homologation.

L'OBS

L'OBS + SOCIÉTÉ

Les autorités sanitaires restreignent radicalement l'utilisation du glyphosate pour plusieurs cultures

Les doses annuelles maximales par hectare sont réduites de 80 % pour la viticulture, de 60 % pour l'arboriculture fruitière et de 60 % pour les grandes cultures.

Par L'Obs avec AFP
Publié le 09 octobre 2020 à 12h38 - Mis à jour le 09 octobre 2020 à 12h42
Temps de lecture 2 min



“

L'abandon, cet été, d'une partie des recherches complémentaires censées être menées en France sur la toxicité du glyphosate risque de peser sur la décision de réautorisation du pesticide en 2022.

“

Le collectif écologiste « Générations futures » a dénoncé ce vendredi dans un communiqué un « rapport qui sonne comme un renoncement à l'interdiction » : « Les résultats sont, il faut le dire, très décevants », écrit l'association.

Interdiction partielle du glyphosate

Presse web



Le Parisien

10/10

“

«Le glyphosate a encore de beaux jours devant lui», déplore Générations futures



Reporterre

10/10

“

« Une réduction, c'est bien. Mais il y a trois ans, le but était d'en sortir ! » rappelle François Veillerette, porte-parole de l'association Générations futures.



Actu Environnement

12/10

“

Suite à l'évaluation des alternatives existantes à l'utilisation du glyphosate, l'Anses interdit désormais certains usages dans le cadre des autorisations de mise sur le marché, avec des conséquences sur le terrain en demi-teinte.

Interdiction partielle du glyphosate

Presse web



Glyphosate

2 min de lecture

Interdiction partielle du glyphosate : "Que de temps perdu", déplore Génération Futures

INVITÉ RTL - Le gouvernement vient d'annoncer la réduction de la moitié des utilisations du glyphosate pour 2021, une sortie trop lente, selon François Veillerette, directeur de l'association Génération Futures.

RTL

09/09

“

Le gouvernement vient d'annoncer la réduction de la moitié des utilisations du glyphosate pour 2021, une sortie trop lente, selon François Veillerette, directeur de l'association Génération Futures.

RTL France

09/09



RTL Petit Matin

09/09

Presse web



Libération

16/09

“

Ce que l'on demande, c'est plus de transparence pour le consommateur, abonde François Veillerette. A partir du moment où l'on communique sur les chiffres qui concernent le bio, je ne vois pas pourquoi on ne communiquerait pas sur les chiffres qui concernent le non bio.



Reporterre

16/09

“

« Les pourcentages des fruits et légumes non bios contenant des résidus de pesticides ne sont donc pas connus et encore moins communiqués », s'est indigné l'association



Le Parisien

16/09

“

« Au global, il s'agit de proportions très importantes et surtout plus importantes que ce qu'on pensait ! » pointe François Veillerette, le président de l'association environnementale Générations Futures.

Presse web



Actu Environnement 16/09

“

De fait, après avoir refait les calculs, Générations Futures obtient des chiffres, pour les échantillons issus de l'agriculture conventionnelle, "significativement plus élevés que ceux communiqués officiellement".

La Dépêche 16/09

“

Générations Futures "demande que les services de l'Etat soient tenus de fournir (...) les données relatives à la présence de résidus de pesticides quantifiés dans les aliments non-bios".



Ouest France 16/09

“

L'ONG a donc refait les calculs (bilan 2017) en enlevant les échantillons bio, ce qui a fait remonter les pourcentages de résidus détectés de 63,1 % des échantillons à 66,7 % pour les fruits et de 51,3 % à 53,8 % pour les légumes.



Rapport résidus

Radio

La Tribune

16/09



“

L'ONG Générations Futures dénonce le manque de clarté sur les données fournies par les services de l'État.

La Nouvelle République

17/09



“

"Dans un souci de transparence envers le consommateur, on demande donc à la DGCCRF de faire directement ce travail de distinction pour qu'on puisse avoir une image claire de la présence de pesticides dans les deux modes de production", insiste François Veillerette.

Midi Libre

17/09



“

Un rapport de l'association Générations Futures, publié ce mercredi, révèle que 66,70 % des fruits contiennent des pesticides dans la filière conventionnelle. Un pourcentage bien supérieur aux études réalisées précédemment.

Culture Agri

17/09



“

Pas suffisant pour l'ONG, qui demande plus de transparence et à ce que ces résultats soient présentés à l'avenir par mode de culture, afin de pouvoir réaliser des "comparaisons sérieuses" entre les productions conventionnelles et bio. Un enjeu moins mathématique que de présentation.

FranceSoir

DIRECT OPINIONS POLITIQUE SOCIÉTÉ TENDANCES ÉCO

Les fruits et légumes non-bio seraient plus pollués qu'annoncé

Publié le 21/09/2020 à 12:02 - Mise à jour à 12:08



Quand on consomme des aliments bio, cela ne nous épargne totalement des résidus dangereux pour la santé. Markus Spike /Unsplash

PARTAGER: [f](#) [t](#) [in](#) [✉](#)

Auteur(s): FranceSoir A+ A-

La principale raison d'être des fruits et légumes bio, qui sont de plus en plus préférés par les consommateurs, est d'éviter de manger des aliments potentiellement porteurs de résidus de pesticides, utilisés dans la production agricole conventionnelle. C'est un effort économique important pour les consommateurs, qui provoque une augmentation du budget courses. Apparemment, cet effort n'est pas vain, car il se pourrait que les fruits et légumes non-bio soient encore plus contaminés par les pesticides qu'annoncé. L'association Génération Futures lance l'alerte sur les résidus de pesticides présents dans les fruits et légumes non-bio, qui seraient au dessus des seuils annoncés, cela en raison des statistiques biaisées, qui font baisser la moyenne en incluant les légumes bio dans le calcul.

“

Génération Futures, dans son rapport de juin 2019 demande également la transparence totale sur les pesticides utilisés dans la culture et le stockage des fruits, légumes et céréales, car, selon l'association, l'annonce que font les distributeurs, "sans résidus de pesticides" ne peut pas être réelle.

Presse web

Libération

24/09



The screenshot shows the top of a web article from Libération. At the top left is the Libération logo and a sub-headline: "Une agriculture écologique, indissociable du ...". To the right are search, refresh, and user profile icons. The main title is "Une agriculture écologique, indissociable du progrès social". Below the title is the author information: "Par la Confédération paysanne, Attac, Greenpeace, France Nature Environnement (FNE), Notre affaire à tous, MIRAMAP, Générations Futures, Combat Monsanto et Vietnam Dioxine — 24 septembre 2020 à 14:33". On the right side of the article preview, there are social sharing buttons for Facebook (PARTAGER) and Twitter (TWEETER), along with icons for printing and email.

“

Plusieurs associations et collectifs lancent un mouvement citoyen le samedi 17 octobre pour changer de modèle agricole. Pour garantir à tous une alimentation saine, ils appellent notamment à revoir la politique agricole commune pour qu'elle soutienne des exploitations à taille humaine.

The screenshot shows the top of a Le Monde article. The navigation bar includes 'Le Monde', a home icon, and menu items for 'ACTUALITÉS', 'ÉCONOMIE', 'VIDÉOS', 'OPINIONS', 'CULTURE', 'M LE MAG', and 'SERV'. A yellow banner below the navigation bar reads 'S'abonner, c'est soutenir une rédaction de 500 journalistes partout dans le monde' with a 'Découvrir' link. The article is categorized under 'PLANÈTE · BIODIVERSITÉ'. The title is 'Abeilles et pesticides : les ONG s'alarment d'un affaiblissement de la réglementation européenne'. The sub-headline states: 'Les Etats membres envisagent de revoir à la baisse les niveaux de protection prévus par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) face aux risques que présentent les produits phytosanitaires pour les butineuses.' The author is 'Par Stéphane Foucart' and it was published on '26 septembre 2020 à 10h05'. A 'Lecture 4 min.' icon is present. A yellow box indicates 'Article réservé aux abonnés'. The main text begins with 'Alors qu'en France on débat vivement du retour des pesticides néonicotinoïdes, ce sont les discussions réglementaires qui se tiennent ces jours-ci à Bruxelles, au niveau européen, qui décideront de l'avenir des abeilles et des pollinisateurs sur le Vieux Continent. Au cours d'une réunion organisée mercredi 23 septembre par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), les associations représentant la société civile ont été informées de l'avancement d'une réforme majeure dans l'évaluation des risques que présentent les pesticides pour les butineuses.' A second paragraph starts with 'Selon les organisations de protection de la nature, les choix techniques actuellement examinés par les Etats membres sont inquiétants. Voire « catastrophiques », selon l'association Générations futures. « Nous demandons à la France de tout faire pour convaincre les autres Etats membres de l'Union européenne de renoncer à ces projets, qui seraient très néfastes pour la survie des abeilles et des autres pollinisateurs, à l'heure où l'effondrement de la biodiversité ne fait que se confirmer tous les jours », explique l'association dans une note du 25 septembre. La France fait actuellement partie des Etats membres les plus favorables à des niveaux élevés de protection.'

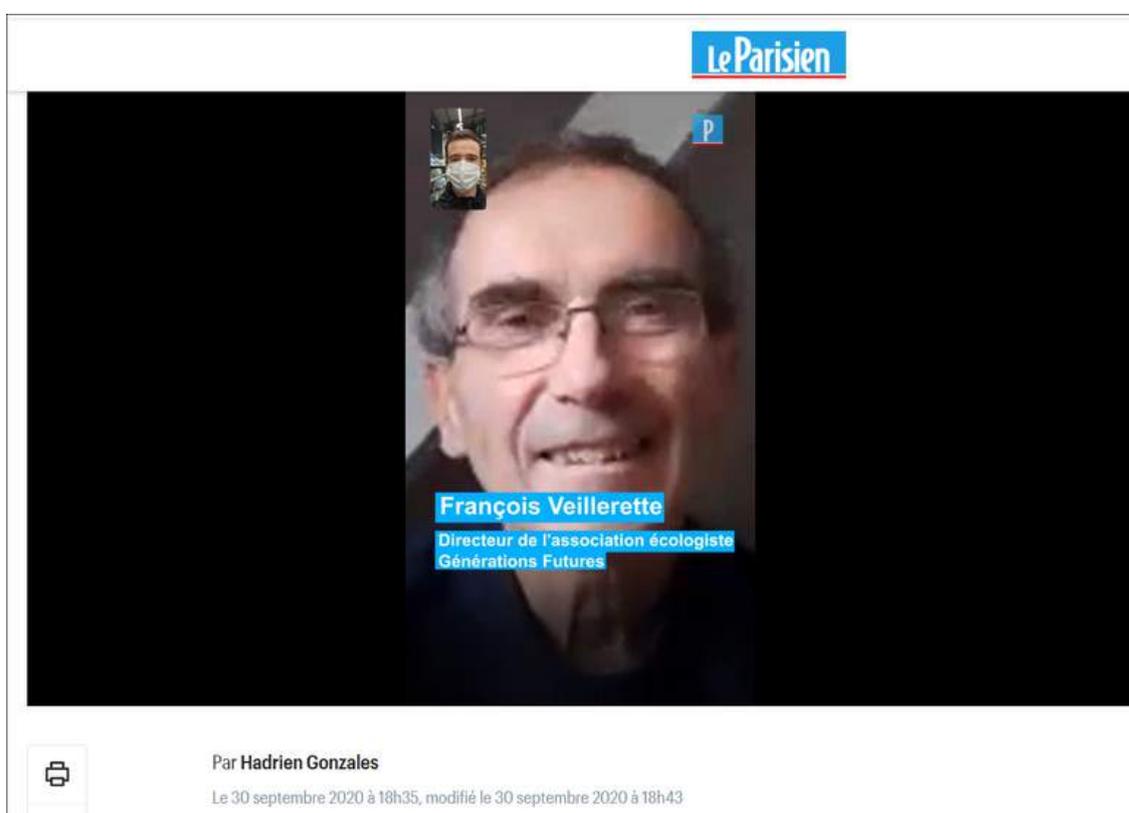
“

Selon les organisations de protection de la nature, les choix techniques actuellement examinés par les Etats membres sont inquiétants. Voire « catastrophiques », selon l'association Générations futures.

Presse web

Le Parisien

30/09



“

Mais est-ce que cela représente vraiment un risque pour le consommateur ? « On ne peut pas le chiffrer, répond François Veillerette, fondateur de l'association écologiste Générations Futures.

Rapport : "Exclusif : des néonicotinoïdes dans nos assiettes !"

Presse web

24 Matins

02/10



“

D'après l'ONG Générations Futures qui révèle les résultats de l'enquête, des traces de néonicotinoïdes ont été trouvées dans quelque 10% des 4 958 échantillons d'aliments végétaux examinés. La Chine apparaît comme le pays d'origine le plus concerné.

L'Alsace

02/10



“

Plus d'un échantillon d'aliment d'origine végétale sur dix contrôlé en 2017 présentait des traces de résidus de néonicotinoïdes, ces insecticides « tueurs d'abeilles » controversés que le gouvernement veut réintroduire temporairement.

Le Parisien

02/10



“

Pointés du doigt car considérés par les apiculteurs comme des tueurs d'abeilles, ces insecticides sont aussi présents à l'état de résidus dans nos fruits et légumes. Notamment dans les produits importés.

Le Monde

02/10



“

D'après l'ONG Générations Futures qui révèle les résultats de l'enquête, des traces de néonicotinoïdes ont été trouvées dans quelque 10% des 4 958 échantillons d'aliments végétaux examinés. La Chine apparaît comme le pays d'origine le plus concerné.

Rapport : "Exclusif : des néonicotinoïdes dans nos assiettes !"

Presse web



Les Échos

02/10

“

Cette moisson de chiffres est « une raison supplémentaire de s'opposer à leur réintroduction », estime François Veillerette, le porte-parole de Générations futures.

Libération

02/10

“

L'ONG a passé au crible les résultats publics des contrôles effectués par la Direction générale de la répression des fraudes (DGCCRF) sur les résidus (donc en dessous des normes autorisées) de pesticides dans les aliments d'origine végétale.

Alternatives Economiques

05/10

“

C'est ce que vient étayer une étude publiée le 2 octobre par l'association Générations Futures.



DIRECT

02.10.20
10:45

Des traces de néonicotinoïdes retrouvées dans 10% d'aliments végétaux

Alerte. Plus de 10% d'échantillons d'aliments d'origine végétale contrôlés en 2017 présentaient des traces de résidus de néonicotinoïdes, ces insecticides « tueurs d'abeilles » controversés que le gouvernement veut réintroduire temporairement, a dénoncé vendredi l'ONG Générations futures. Spécialisée dans la lutte contre l'usage des produits chimiques en agriculture, l'ONG a passé au crible les résultats publics des contrôles effectués par la Direction générale de la répression des fraudes (DGCCRF) sur les résidus (donc en dessous des normes autorisées) de pesticides dans les aliments d'origine végétale.

Sur 4598 échantillons non-bios examinés, 491 - soit 10,68% - présentaient des traces de néonicotinoïdes. Et parmi ces derniers, 140 (soit 28,5%) contenaient la trace de plusieurs de ces produits. Principalement concernés, les thés d'origine chinoise, avec 157 échantillons. La Chine arrive en tête des pays d'origine avec ces seuls 157 produits, suivie par la France avec 79 échantillons présentant des traces de résidus (soit 12,2% du total), la République Dominicaine (48 échantillons), l'Espagne (44) ou le Chili (26). Au total, des produits provenant de 32 pays présentaient des traces de résidus, dont les deux-tiers issus de pays hors Union Européenne.



Rapport : "Exclusif : des néonicotinoïdes dans nos assiettes !"

Réseaux sociaux

Le Monde

02/10



“

Les #néonicotinoïdes, ces insecticides « tueurs d'abeilles » controversés que le gouvernement veut réintroduire temporairement.

Libération

02/10



“

Plus de 10% d'échantillons d'aliments d'origine végétale contrôlés en 2017 présentaient des traces de résidus de néonicotinoïdes, dénonce l'ONG @genefutures.

Rapport : "Exclusif : des néonicotinoïdes dans nos assiettes !"

TV

LCI 12/10

LCI SOCIÉTÉ • EXAMENS 2020 • POPULATION • SOCIAL • EDUCATION • SANTÉ • VIOLENCES CONJUGALES



Des traces d'insecticides "tueurs d'abeilles" découvertes dans nos assiettes

POPULATION [SUIVRE](#)

ALIMENTATION - Dans un rapport, l'ONG Générations futures alerte sur la présence de néonicotinoïdes dans 10% des aliments d'origine végétale. Ils sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens ou cancérigènes.

“

"Cette question d'exposition humaine à des produits pas du tout anodins au niveau de leur toxicité est préoccupante", a estimé devant la presse François Veillerette, directeur de l'ONG, rappelant que certains néonicotinoïdes, présents dans ces aliments d'origine végétale, sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens ou cancérigènes.

Réseaux sociaux

Collectif Stop Monsanto Bayer

12/10

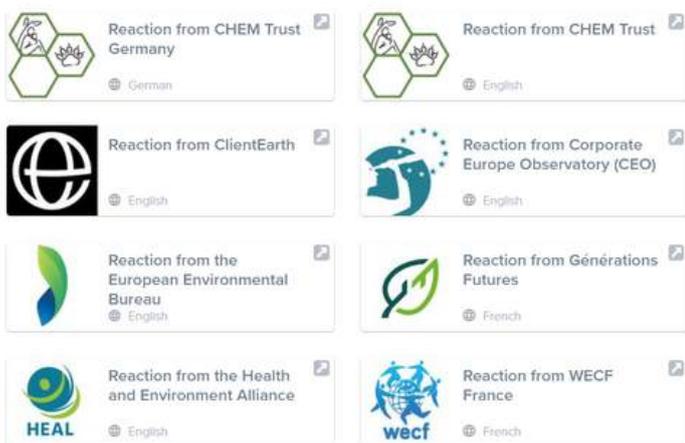
The screenshot shows a Facebook page for 'Collectif Stop Monsanto-Bayer...'. The page header includes a logo, the name of the group, and buttons for 'S'inscrire', 'J'aime', 'Message', and search. The main content area features a video player with a woman speaking. The video has a subtitle that reads: 'Il faut se réunir pour dénoncer les effets néfastes de l'agriculture conventionnelle,'. Below the video, there are 18 likes and 71 shares. To the left of the video, there is a text block: 'Marche contre Monsanto-Bayer en France chaque année depuis 2013. En 2020, le collectif organise la mobilisation "Notre Assiette pour Demain" prévue le samedi 17 octobre.' Below this text, there are statistics: '3 093 personnes aiment ça' and '3 412 personnes sont abonnées'. There are also links to the website 'https://www.stopmonsantobayer.org/' and an email address 'contact@stopmonsantobayer.org'. At the bottom left, there is a 'Photos' section with a 'Voir tout' link and a grid of images showing protest activities.

“

Émilie, chargée de mission chez Générations Futures, nous explique pourquoi l'association se mobilise le 17 octobre avec #NotreAssiettePourDemain !

Presse web

Additional Resources



EDC Free Europe

14/10

“

The EU chemicals strategy is an important pillar in achieving the European Commission's goal to move towards a zero-pollution ambition under the EU Green Deal.

Le Parisien

14/10

“

Ce mercredi, la stratégie de l'Europe sur les substances chimiques doit être publiée. L'idée est de se débarrasser des dangereuses d'ici à dix ans.

Le Parisien

Produits chimiques toxiques : objectif zéro pollution en Europe en 2030

Ce mercredi, la stratégie de l'Europe sur les substances chimiques doit être publiée. L'idée est de se débarrasser des dangereuses d'ici à dix ans. Mais la portée de ce texte très ambitieux pourrait être moins importante que prévu à cause de conflits internes à la Commission européenne.



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a participé le 10 octobre à un meeting en faveur du climat au Parlement. (EU)

Le Monde

La Commission européenne présente un ambitieux projet de refonte de la réglementation sur les produits chimiques

L'objectif affiché est notamment d'accélérer l'exclusion des substances de synthèse dangereuses des produits de consommation courante.

Par Stéphane Mandard et Stéphane Foucart - Publié le 14 octobre 2020 à 10h27 - Mis à jour le 15 octobre 2020 à 11h

120 lectures

Article réservé aux abonnés



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 14 octobre à Bruxelles. (VUES-HERO/ANSA / AFP)

Le Monde

14/10

“

C'est l'une des pièces maîtresses du Green Deal annoncé en décembre 2019 par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne

Presse web

Mediapart

14/10



“

La Commission européenne a présenté mercredi une nouvelle stratégie vis-à-vis de la gestion des produits chimiques. Une « réforme majeure », clament des ONG, qui s'est imposée malgré de fortes résistances internes.

L'Usine Nouvelle

16/10



“

Une "démarche indispensable" pour l'association de défense de l'environnement Générations futures, qui estime que, parmi les millions de tonnes de substances chimiques produites chaque année par l'industrie, 74 % d'entre elles sont considérées comme dangereuses pour la santé et l'environnement.

Presse web



Capital

21/10

“

C'est la victoire "du pot de terre contre le pot de fer et celle du courage", renchérit dans un communiqué l'ONG Générations futures.

DW

21/10

“

French anti-pesticide group Generations Futures welcomed "this historic decision."



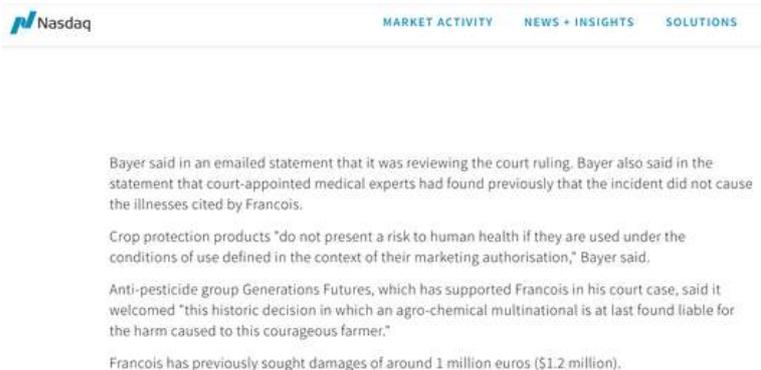
GEO

21/10

“

C'est la victoire "du pot de terre contre le pot de fer et celle du courage", renchérit dans un communiqué l'ONG Générations futures.

Presse web



Nasdaq MARKET ACTIVITY NEWS + INSIGHTS SOLUTIONS

Bayer said in an emailed statement that it was reviewing the court ruling. Bayer also said in the statement that court-appointed medical experts had found previously that the incident did not cause the illnesses cited by Francois.

Crop protection products "do not present a risk to human health if they are used under the conditions of use defined in the context of their marketing authorisation," Bayer said.

Anti-pesticide group Generations Futures, which has supported Francois in his court case, said it welcomed "this historic decision in which an agro-chemical multinational is at last found liable for the harm caused to this courageous farmer."

Francois has previously sought damages of around 1 million euros (\$1.2 million).

Nasdaq

21/10



Anti-pesticide group Generations Futures, which has supported Francois in his court case, said it welcomed "this historic decision in which an agro-chemical multinational is at last found liable for the harm caused to this courageous farmer."



ouest france

Recherche : ville, actualité, fait divers...

Pesticides: épilogue du long combat d'un agriculteur contre Monsanto

Me François Lafforgue, son avocat, le confirme. "Chaque argument de Monsanto a été écarté l'un après l'autre par la Cour".

"Cela met un terme définitif à ce long combat judiciaire et c'est une décision exemplaire et extrêmement motivée, avec 17 pages de motivations, ce qui est rare", précise-t-il à l'AFP.

Le rejet du pourvoi "ouvre une brèche pour les victimes des pesticides qui peuvent envisager d'engager des actions en responsabilité à l'origine de leurs problèmes médicaux", souligne Me Lafforgue.

"Bravo et merci à Paul François pour sa persévérance", écrit Nicolas Hulot sur Twitter. "Son exemple est une victoire et une aide majeure pour toutes les victimes des #pesticides", ajoute l'ancien ministre de l'Ecologie.

C'est la victoire "du pot de terre contre le pot de fer et celle du courage", renchérit dans un communiqué l'ONG Générations futures.

Ouest France

21/10



C'est la victoire "du pot de terre contre le pot de fer et celle du courage", renchérit dans un communiqué l'ONG Générations futures.



Successful Farming

REUTERS

MONSANTO LOSES FINAL APPEAL OVER FRENCH FARMER'S WEEDKILLER ACCIDENT

PARIS, Oct 21 (Reuters) - Bayer's Monsanto division on Wednesday lost a final appeal in a long-running French legal battle in which the crop chemical maker has been held liable for the accidental inhibition of a weedkiller by a crop farmer.

Monsanto had been trying to overturn a decision by an appeals court in 2019 that had found the company's product safety information to have been inadequate in relation to the accident involving farmer Paul François in 2004.

Franco's highest court rejected Monsanto's latest appeal in a ruling published on Wednesday, opening the way for another court to decide on what damages should be awarded to Francois.

The farmer has argued that the fumes he inhaled from the weedkiller Lasso, a product that was subsequently withdrawn from the French market, caused neurological problems, including memory loss, dizziness and headaches.

Bayer said in an emailed statement that it was reviewing the court ruling. Bayer also said in the statement that court-appointed medical experts had found previously that the incident did not cause the illnesses cited by Francois.

Crop protection products "do not present a risk to human health if they are used under the conditions of use defined in the context of their marketing authorisation," Bayer said.

Anti-pesticide group Generations Futures, which has supported Francois in his court case, said it welcomed "this historic decision in which an agro-chemical multinational is at last found liable for the harm caused to this courageous farmer."

Successful Farming

21/10



Anti-pesticide group Generations Futures, which has supported Francois in his court case, said it welcomed "this historic decision in which an agro-chemical multinational is at last found liable for the harm caused to this courageous farmer."

Presse web

La Dépêche 22/10

LADEPECHE.fr  17°/22° Toulouse  Rechercher  Journal

Après 14 ans de combat, un agriculteur charentais fait condamner Monsanto



Paul François, le 11 avril 2019. / Photo AFP

“

C'est une "victoire judiciaire définitive et historique. Celle du pot de terre contre le pot de fer et celle du courage", renchérit dans un communiqué l'ONG Générations futures.

Presse web

Vins de Bordeaux : l'interprofession assigne en justice l'association Alerte aux toxiques

Lecture 1 min
A La Une • Bordeaux



© Valérie Murat, photo prise de l'association "Alerte aux toxiques". © CIVB photo : Languet (Shutterstock)

Médo English version

Rechercher

Vitisphère
Edité avec VIGNE

A LA UNE VITICULTURE OENOLOGIE COMMERCE ECONOMIE ENTREPRISES GENS DU VIN AUTOUR DU VIN SERVICES WEB AGENDA COMMUNICATION AN EN

VITICULTURE / OENOLOGIE | VITICULTURE OENOLOGIE MATÉRIEL ET ÉQUIPEMEN

100 000 € pour déniérement
Les vins de Bordeaux attaquent la pasionaria des antiphytos
Jeu: 22 octobre 2020 par Alexandre Abellan

Une plus tard Commenter Imprimer



L'association et sa porte-parole font la promotion des vins respectueux de la santé de l'homme du producteur au consommateur et se défend un communiqué d'Alerte aux toxiques et de Valérie Murat. - crédit photo : Aude Roux

Plainte du CIVB : les mouvements antipesticides réagissent

Lecture 2 min
A La Une • Bordeaux



© Lors d'une manifestation des promoteurs de l'écologie en 2019 avec Marie-Lyil Billaud-Guyon et gendres à côté de Valérie Murat. © CIVB photo : Sophie Pissot

Sud Ouest

22/10

“

Mais également de Générations futures qui, dans un communiqué, déclare par l'intermédiaire de son relais local Cyril Giraud : « Le travail des ONG est de rendre visible du grand public ce qui ne l'est pas, et les résidus de pesticides dans les vins en font partie. »

Vitisphère

22/10

“

C'est le cas de Générations Futures, qui dénonce dans un communiqué des « procès baillonnés » et des « tentatives de musellement des ONG par les pollueurs ».

Sud Ouest

23/10

“

Dans un communiqué commun, reçu ce vendredi, Alerte pesticides Haute Gironde, basée dans le Blayais, et l'association nationale Générations futures s'insurgent contre « des tentatives de musellement des ONG par les pollueurs ».

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

Presse web

La Maison des Maternelles 05/11



Les positions de couchage du nourrisson - La Maison des maternelles #LMDM

Presse web

Glyphosate : le retour d'un dossier miné pour la majorité

La promesse d'interdire l'herbicide toxique, faite il y a trois ans par Emmanuel Macron, n'a pas été tenue, ce qui devrait, comme pour les néonicotinoïdes, provoquer de nouvelles divisions dans la majorité.



AGRICULTURE ARONES

Interdiction du glyphosate : la France encore à labour

Par Coralie Schaub <https://www.liberation.fr/auteur/12330-coralie-schaub> — 24 novembre 2020 à 10:21



AGRICULTURE ARONES

Le Luxembourg banni en premier le glyphosate

Par Aurone Coudaut, envoyée spéciale au Luxembourg <https://www.liberation.fr/auteur/13214-aurone-coudaut> — 23 novembre 2020 à 19:21



Christian Wester, agriculteur à Alzingen au Luxembourg, n'a pas encore arrêté d'utiliser le glyphosate. Mais au 1er janvier 2021, il n'en aura plus le choix. Photo Mathieu Cognrot. Dinergence

A partir du 1er janvier 2021, le micropays interdira le glyphosate. Une mesure pas forcément très bien accueillie par les agriculteurs, qui s'inquiètent de la

La Parisien

09/11

“

La promesse d'interdire l'herbicide toxique, faite il y a trois ans par Emmanuel Macron, n'a pas été tenue, ce qui devrait, comme pour les néonicotinoïdes, provoquer de nouvelles divisions dans la majorité.

Libération

25/11

“

(...) le glyphosate «restera autorisé, sans que soient clairement définies ces pratiques», s'inquiète aussi l'ONG Générations futures : «On peut donc craindre que de plus en plus de cultivateurs s'en réclament pour pouvoir continuer à employer du glyphosate.»

Libération

25/11

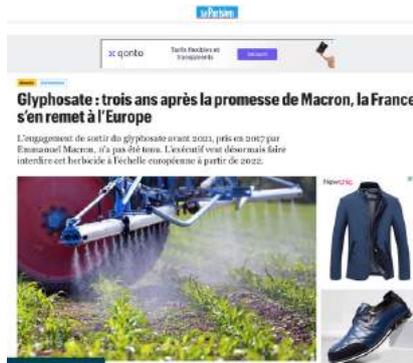
“

«C'est malin, estime François Veillerette, porte-parole de l'association française Générations futures. Car la mise sur le marché des produits dépend des États tandis que l'interdiction de la molécule dépend de l'Europe.»

Presse web

Le Parisien

27/11



“

L'engagement de sortir du glyphosate avant 2021, pris en 2017 par Emmanuel Macron, n'a pas été tenu. L'exécutif veut désormais faire interdire cet herbicide à l'échelle européenne à partir de 2022.

Actu Environnement

07/12



“

L'association Générations futures annonce déposer des recours contre cinq autorisations délivrées en octobre par l'agence de sécurité sanitaire (Anses) pour des produits phytosanitaires contenant du glyphosate (...).

France Agricole

08/12



“

« Ces recours juridiques sont particulièrement motivés par la publication récente d'études scientifiques de haut niveau montrant des effets sanitaires délétères du glyphosate », informe Générations futures.

Novethic

08/12



“

Cinq premiers produits contenant du glyphosate en ont bénéficié le 8 octobre, déplore l'ONG Générations Futures qui a conjointement annoncé attaquer sur le fond et en référé ces Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) (...).

Le Monde
SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

PLANÈTE | 11

Glyphosate : la promesse non tenue de Macron

Le chef de l'Etat avait annoncé en 2017 la fin du recours à ce pesticide

J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que les alternatives auront été trouvées et au plus tard dans trois ans. » Ce Tweet, Emmanuel Macron l'avait envoyé le 27 novembre 2017. Il faisait suite à la décision de l'Union européenne (UE) de renouveler pour cinq ans l'autorisation de cet herbicide controversé. Paris s'était alors fixé pour objectif de sortir de l'essentiel des usages du glyphosate en 2021, avant une interdiction totale en 2023.

Les trois années ont passé et, à l'heure du bilan, l'herbicide tient toujours fermement sa position dans l'agriculture française, où il reste très utilisé en grandes cultures (céréales, colza, tournesol...) mais aussi en arboriculture et en viticulture. Un anniversaire embarrassant pour le gouvernement, qui assure mener la bataille à Bruxelles pour obtenir de l'Union européenne qu'elle fasse barrage à la réautorisation du glyphosate, prévue pour 2022.

À l'échelon national, voilà longtemps que M. Macron est revenu sur sa promesse, sous la pression de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), affirmant qu'il n'impo-

serait pas de sortie en l'absence d'alternative crédible.

En 2018, malgré d'intenses discussions au sein de la majorité, l'objectif de sortie du glyphosate n'avait pas été inscrit dans la loi alimentation. Si les dés herbants à base de glyphosate, en particulier l'embématique Roundup, ont été bannis des espaces verts publics (dès le 1^{er} janvier 2017), puis des jardins des particuliers (dès le 1^{er} janvier 2019), on le doit à la loi Labbé de 2014 et au renforcement des mesures dans le cadre de la loi de transition énergétique de 2015.

L'attente d'une « solution viable »

À l'issue d'une réunion organisée vendredi 27 novembre avec une partie du gouvernement et des députés européens, M. Macron devait positionner la France sur cette épineuse question. Avec, comme premier élément de langage, l'annonce d'une réduction de l'usage du glyphosate de « 50 % d'ici la fin du quinquennat », dit-on dans l'entourage du ministre de l'agriculture, Julien Denormandie. Un chiffre qui est une projection issue des nouvelles restrictions d'usage de l'herbicide annoncées début octobre par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Une projection qui, en

outre, ne dit rien sur d'éventuels reports sur d'autres herbicides, parfois plus problématiques – mais moins médiatiques – que le glyphosate.

« Pour l'heure, les données officielles ne montrent pas de remplacement du glyphosate par le 5-métolachlore, par exemple, puisque, entre 2017 et 2018, les deux ont augmenté, ironise François Vellelette, directeur de l'association Générations futures. Le premier est passé de 8858 tonnes à 9723 tonnes et le second de 1872 tonnes à 2420 tonnes. Quant aux données de 2019 et 2020, elles ne sont pas encore disponibles... »

À l'heure actuelle, selon la note diffusée dans les rangs du parti présidentiel, l'Hexagone est, de loin, le premier consommateur européen de glyphosate : près de 19 % des quantités épanchées en Europe le sont sur le sol français. Premier utilisateur de l'herbicide, la France endossera aussi le rôle,

Selon une note, l'Hexagone est, de loin, le premier consommateur européen de glyphosate

assure le gouvernement, de premier opposant. Avec en ligne de mire l'échéance de 2022 qui doit voir la réhomologation du produit en Europe.

Il s'agit, dit-on dans l'entourage du ministre de l'agriculture, de « mettre en avant la démarche de la France avec un retrait d'autorisation du glyphosate quand une solution viable économiquement est identifiée ». Méthode censée réduire le recours à l'herbicide controversé. « Nous envisageons

de [la] porter au niveau européen d'ici à 2022, ajoute-t-on rue de Varenne. Soit une interdiction du glyphosate, sauf quand il n'y a pas de solution alternative viable économiquement. Pas d'interdiction généralisée, mais une démarche commune pour éviter les distorsions de concurrence. »

Conflits d'intérêts

Par le biais de son agence réglementaire, l'Anses, la France fait partie des quatre pays qui doivent procéder à la réévaluation européenne du glyphosate, aux côtés des Pays-Bas, de la Hongrie et de la Suède. La dernière expertise, en 2017, avait été conduite par l'Allemagne. Mais son intérêt avait alors été vivement mis en cause et aucun Etat membre n'a, cette fois, voulu endosser seul la responsabilité de cette mission.

La France a été chargée d'évaluer les risques environnementaux

du glyphosate, la question-clé de la toxicité pour l'homme étant prise en charge par les Pays-Bas. Cet aspect est crucial : un pesticide classé cancérigène, mutagène, reprotoxique ou perturbateur endocrinien, probable ou avéré, ne peut être autorisé en vertu du droit européen. Une contribution française à ce volet de l'expertise – pour trancher la controverse sur la cancérogénicité du glyphosate – était prévue. Mais elle a tourné court.

Saisie par le gouvernement en mars 2018 pour commanditer des études susceptibles de faire avancer la connaissance sur le sujet, l'Anses n'a pu réunir un consortium de laboratoires pour travailler sur la question : mi-juin, la révélation de conflits d'intérêts internes à la procédure d'appel d'offres a conduit à l'annulation du projet de recherche. ■

STÉPHANE FOUCAUT
ET LAURENCE GIRARD



Un agriculteur pulvérise du glyphosate, en 2019, à Saint-Léonard-des-Bois (Sarthe).

© J. FRANCOIS BONTEFRIT

Radio

France Info

07/12



“

L'association de défense de l'environnement, Générations Futures annonce, lundi 6 décembre, avoir entrepris "d'attaquer les 5 premières nouvelles autorisations de mise sur le marché de désherbants à base de glyphosate.

RCF Radio

10/12



“

Générations Futures conteste la mise sur le marché de 5 nouveaux désherbants.

Presse web

L'Union

11/11



“

Le préfet de l'Aisne, Ziad Khoury, avait cependant maintenu sa procédure et deux de ces associations, *Génération futures* et *Vie & Paysage* avaient décidé de lancer des procédures en référé de suspension.

Dossier Betteraviers- Néonicotinoïdes

TV

France TV

16/11

france.tv/franceinfo/vrai-ou-fake/2063767-emission-du-lundi-16-novembre-2020.html

france.tv

chaînes | séries & fictions | documentaires | cinéma | plus



François Veillerette
président de Générations Futures
association de défense de l'environnement



Vrai ou Fake

Émission du lundi 16 novembre 2020



ajouter
aux favoris

4

diffusé le lun. 16.11.20 à 22h37
disponible jusqu'au 23.11.20

magazines

26 min | tous publics

NATURE
Agronomie

ALTERNATIVES

Les trois voies pour se passer des néonicotinoïdes



La plantation en bandes consiste à alterner les cultures sur des largeurs de 6 mètres afin de limiter les attaques de ravageurs spécialisés sur une plante.

Le plan présenté au ministre de l'Agriculture emprunte trois voies qui tournent le dos aux produits chimiques pour aller vers l'agroécologie. La première consiste en une lutte biologique contre le puceron *Myzus persicae*, vecteur du virus de la jaunisse. Pour cela, il s'agit de mieux comprendre les relations du virus avec l'insecte et les conditions qui favorisent la prolifération de ce dernier. Il faudra ensuite approfondir la piste des prédateurs de *Myzus persicae*. « Des hyménoptères parasitoïdes nous intéressent particulièrement parce qu'ils pondent leurs œufs à l'automne dans les larves de pucerons pour qu'ils y passent l'hiver et se réveillent au printemps pour se nourrir de leurs hôtes », précise Alexandre Quillet, président de l'Institut technique de la betterave (ITB). La deuxième consiste à améliorer la résistance des plantes. La recherche portera sur des éliciteurs, des molécules aptes à déclencher chez la plante des mécanismes de défense. Des études vont également être menées sur l'introduction de plantes émettant des odeurs

repoussant les pucerons comme l'aillet d'Inde les dissuadant ainsi d'entrer dans les champs. La troisième voie, la plus ambitieuse certainement, consiste à agir sur « le paysage agricole », en réduisant les immenses parcelles dans lesquelles est cultivée la betterave sucrière. « Les centres de ces grandes parcelles sont accessibles aux pucerons mais pas à leurs prédateurs », regrette Xavier Reboud. Il faut donc prioritairement réduire la taille des champs et les entourer de nature. « L'adjonction de haies et de bandes enherbées et fleuries a en théorie un double usage : favoriser l'émergence des auxiliaires des cultures et ennemis des pucerons et donner aux abeilles de quoi butiner, les détournant ainsi des plantes repoussant après les betteraves et qui sont encore gorgées de néonicotinoïdes. Une autre solution développée par l'université de Wageningen (Pays-Bas) est la culture par bandes. Blé, maïs, betterave ou colza voisinent sur des espaces de 6 à 10 mètres de largeur, empêchant ainsi les ravageurs spécifiques à une plante de prospérer.

de résistance au virus. « Quatre variétés sont en cours d'évaluation et pourraient être mises à la disposition des agriculteurs dès 2023, juste à temps pour la fin de la période de dérogation », espère Bruno Desprez, président du principal fournisseur de semences de betterave Florimond Desprez. Mais là encore, que de temps perdu ! Car des variétés résistantes à la jaunisse avaient déjà été développées, notamment au Royaume-Uni, au début des années 2000. Des recherches freinées par l'essor des néonicotinoïdes.

Une dérogation qui pourrait ne pas aller au-delà de 2023

Aujourd'hui, le secteur agricole promet qu'il respectera les trois années de sursis accordées par la loi du 6 octobre. Il ne s'agirait donc que de faire passer une étape difficile à une filière industrielle garante de l'indépendance du pays en matière d'approvisionnement en sucre. Un argument que réfutent les ONG qui estiment que les betteraviers n'ont pas besoin des néonicotinoïdes. « Les ravages de la jaunisse feront, certes, baisser le rendement de 8 à 10 % cette année si celui-ci descend à 76 tonnes par hectare [contre 85 t/ha en année normale], affirme ainsi l'ONG Générations futures. Mais cela reste très largement au-dessus de la moyenne européenne ! C'est 15 tonnes de plus que l'Allemagne, deuxième producteur de l'Union européenne. » Le débat actuel ne serait donc qu'un ultime soubresaut. « Au vu des pressions techniques, environnementales et sociétales qui pèsent sur le secteur, on voit mal cette dérogation se prolonger au-delà de 2023 », estime Philippe Reignault. Ce serait ainsi le signe que les mentalités ont changé. Alexandre Quillet abonde : « Dans trois ans, la façon de cultiver la betterave aura radicalement changé. » Dont acte. ■

Loïc Chauveau @Loïc_Chauveau

Presse web



Actu Environnement 01/12

“

Par cette action, les associations veulent démontrer que l'évaluation des risques conduite au niveau européen puis national, pour les substances actives puis les produits mis sur le marché, n'est pas suffisante.



Environnement Magazine 01/12

“

(...) neuf associations ont décidé de porter plainte contre l'État pour « carence fautive » : Campagne Glyphosate France, Générations Futures, Nature & Progrès, Intelligence Verte, PIG BZH, ZEA, Bio Cohérence, Combat Monsanto et Agir pour l'environnement.



L'Obs 01/12

“

Neuf associations environnementales ont décidé de porter plainte ce mardi 1er décembre contre l'Etat pour carence fautive, rapporte Franceinfo.



Accueil / France - Monde / Environnement

"Toxiques secrets" dans des pesticides: neuf associations portent plainte contre X et contre l'Etat



Campagne glyphosate France et huit autres associations poursuivent leur combat contre les pesticides et herbicides. Cette

“

Les associations plaignantes sont Campagne glyphosate France, Générations futures, Nature & progrès, Intelligence verte, PIG-BZH, ZEA, Bio cohérence, Combat Monsanto et Agir pour l'environnement.

Presse web

Libération

09/12



→ Faire de la santé environnementale un pilier du système de santé français

TRIBUNE

Faire de la santé environnementale un pilier du système de santé français

Par Un collectif de consommateurs, d'associations et de syndicats — 9 décembre 2020 à 12:43



Des militants Greenpeace, lors d'une manifestation devant le ministère de la Transition écologique, à Paris, le 27 août. Photo Raphaël Lafargue. AFP



f PARTAGER



AIRFRANCE

RÉSERVEZ

“

Pour contrer l'arrivée de nouvelles crises sanitaires d'origines infectieuses et limiter le nombre croissant des maladies chroniques, il est primordial de prendre en compte l'environnement dans le système de soins.

L'écologie c'est la santé

60% des maladies infectieuses humaines ont une origine animale (OIE/FAO)

20% des microbes de la production agricole mondiale sont résistants aux antibiotiques (OIE/FAO)

75% des espèces végétales cultivées ont perdu d'être pollinisées (OIE/FAO)

40% de terres des cultures vivrières mondiales sont résistantes aux antibiotiques (OIE/FAO)

Santé de l'humain

Santé des animaux

Santé de l'environnement

Une seule santé

La santé de l'environnement et les régimes alimentaires influencent la santé humaine

Les activités humaines entraînent une contamination de l'environnement par des substances toxiques

Les maladies et troubles sont causés par...

La déforestation accélère le risque d'évolution des humains et des éleveurs à de nouvelles maladies

La santé et l'écologie sont les deux faces d'une même pièce

La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) vient de publier un rapport (1) essentiel issu d'un atelier sur biodiversité et pandémies. L'IPBES est un organe intergouvernemental indépendant comprenant plus de 130 gouvernements membres. Créé en 2012, il fournit aux décideurs des évaluations scientifiques objectives de l'état des connaissances concernant la biodiversité de la planète. Le rapport résonne de manière toute particulière alors que le Covid-19 frappe si fort la planète entière.

D'emblée le rapport nous assène des chiffres qui donnent le tournis. Ainsi on apprend que de 631 000 à 827 000 virus inconnus présents dans la nature pourraient affecter l'espèce humaine. Pour le Dr. Peter Daszak, président de l'atelier de l'IPBES ayant produit le rapport, pas de doute : "Les mêmes activités humaines qui sont à l'origine du changement climatique et de la perte de biodiversité entraînent également le risque de pandémie par leurs impacts sur notre environnement. Des changements dans la façon dont nous utilisons la terre ; l'expansion et l'intensification de l'agriculture ; et le commerce, la production et la consommation non durables perturbent la nature et augmentent les contacts entre la faune, le bétail, les agents pathogènes et les humains. C'est la voie vers les pandémies".

On ne peut pas être plus clair, mais pour l'IPBES il n'y a pas de fatalité et "le risque de pandémie peut être considérablement réduit en réduisant les activités humaines qui entraînent la perte de biodiversité, par une plus grande conservation des aires protégées et par des mesures qui réduisent l'exploitation non durable des régions à forte biodiversité. Cela réduira le contact faune-bétail-homme et aidera à prévenir les retombées de nouvelles maladies".

"Nous pouvons échapper à l'ère des pandémies"

Pour les scientifiques cela implique de privilégier une approche basée sur la prévention. "Nous comptons toujours sur les tentatives de contenir et de contrôler les maladies après leur apparition, par le biais de vaccins et de thérapies. Nous pouvons échapper à l'ère des pandémies, mais cela nécessite une attention beaucoup plus grande à la prévention en plus de la réaction" déclare ainsi le Dr Daszak.

Le rapport propose un certain nombre d'options politiques qui contribueraient à réduire et à lutter contre le risque de pandémie comme :

- Lancer un conseil intergouvernemental sur la prévention des pandémies afin de fournir aux décideurs les meilleures données scientifiques.
- Institutionnaliser l'approche "Une seule santé" (2) dans les gouvernements nationaux pour renforcer la préparation aux pandémies.
- Développer et intégrer des évaluations de l'impact sur la santé des risques de pandémie et de maladies émergentes dans les grands projets de développement et d'utilisation des terres.
- Permettre des changements pour réduire les types de consommation, l'expansion agricole mondialisée et le commerce qui ont conduit à des pandémies.

La pandémie qui nous frappe actuellement n'est donc pas une fatalité et des politiques de prévention intégrant l'environnement bien menées peuvent permettre d'éviter que d'autres nous frappent plus durement encore à l'avenir. Nous sommes à la croisée des chemins...

François Vallerette

1. <https://ipbes.net/pandemics>

2. Le concept "Une seule santé" a été introduit au début des années 2000, synthétisant en quelques mots, une notion connue depuis plus d'un siècle, à savoir que la santé humaine et la santé animale sont interdépendantes et liées à la santé des écosystèmes dans lesquels elles coexistent. Elle vise notamment à mieux affronter les maladies émergentes à risque pandémique.

En partenariat avec : www.generations-futures.fr

Presse web

La Croix

17/12

The screenshot shows the top of a La Croix article. At the top left, there are logos for 'LA CROIX', 'Lire le Journal', and 'Lire l'Hebdo'. Below these are navigation links for 'France', 'Monde', 'Economie', 'Religion', and 'Culture'. The article's main header is orange and reads 'Le virus propage aussi la faim' with the logo for 'ccro TERRE SOLIDAIRE'. The sub-headline is 'Les vins de Bordeaux attaquent une militante anti-pesticides'. The main text begins with 'Le tribunal de Libourne examine jeudi 17 décembre la plainte pour « dénigrement » de l'interprofession des vins de Bordeaux contre Alerte aux toxiques, qui avait révélé des résidus de pesticides de synthèse dans des bouteilles certifiées HVE (haute valeur environnementale)'. The author is identified as 'Simon Barthélémy (à Bordeaux)', with a date of '17/12/2020 à 08:10' and a modification time of '17/12/2020 à 09:34'. A small icon indicates 'Lecture en 2 min.'. There are two images: a portrait of a smiling young girl in a green headscarf on the left, and a woman in a hat speaking into a microphone on the right.

“

Militante historique anti-pesticides du Bordelais soutenue par plusieurs associations et syndicats (Génération Futures, Confédération paysanne...), elle est assignée pour « dénigrement collectif à l'égard de la filière des vins de Bordeaux » par 26 plaignants (...).



GREENPEACE QUI SOMM

Accueil > Espace Presse > **Moins de pesticides dans les fruits...**

Moins de pesticides dans les fruits et légumes : les efforts insuffisants de la grande distribution

“

Cela est dû en partie au travail des associations, comme [Génération Futures](#) et Greenpeace, et surtout à l'évolution des pratiques d'achat : les consommateurs et consommatrices veulent moins de pesticides et plus de transparence.

Presse web

Le gouvernement pourrait présenter vendredi un plan de protection des pollinisateurs

Par Le Figaro avec AFP
Publié hier à 13:45

En février 2023, l'Inrae recommandait d'élargir l'interdiction actuelle de traiter les arbres et cultures où butinent les abeilles avec des insecticides pendant la période de floraison. [Voir tous les articles sur le sujet](#)

Photographie: istockphoto.com

REMANEMENT DE L'ARRÊTÉ ABEILLES
Pas encore dévolé, le plan pollinisateurs fait déjà réagir

RESERVE AUX ABONNES 1h

mention abeille (/tag/mention_abeille) pollinisation (/tag/pollinisation)

Le projet de révision de l'arrêté « abeilles » prévoit l'interdiction de tous les traitements phytosanitaires pendant la période de floraison des plantes. © Pixabay/Pixabay

Le gouvernement va présenter vendredi 18 décembre 2023 le plan pollinisateurs. Alors que la FNSEA demande un renvoi de toute urgence au Premier ministre, les associations environnementales appellent à ne pas céder à la pression et au respect des engagements.

Alors que le **plan pollinisateurs**, qui prévoit notamment la révision de l'arrêté abeilles de 2003, doit être dévolé et validé le décembre 2023 à la profession et aux associations environnementales, les réactions affluent de tous côtés.

Source de distorsions de concurrence
Pour la FNSEA, ce projet de texte vise à « lever de nouvelles distorsions de concurrence pour les agriculteurs français qui doivent plus agir à certains produits de traitement, alors même que leurs voisins européens continuent à les utiliser. »

Le « plan pollinisateurs » se dessine et crée déjà des tensions

18 décembre - La ministre de la transition écologique Barbara Ponsilliv devait présenter vendredi 18 décembre un « plan pollinisateurs », dont le principal volet vise à protéger ces insectes des pulvérisations de produits phytosanitaires. Une décision que contestent déjà une partie des syndicats d'agriculteurs.

Christie BÉGIN, le 18/12/2023 à 10:17 heures de 16:00:00 à 16:30
4 lectures en 3 ans

Le Figaro

17/12

“

Selon l'association Générations futures, « la principale mesure annoncée est l'extension de l'interdiction de traitement (aujourd'hui applicable uniquement aux insecticides) à tous les produits pesticides dont herbicides et fongicides, sur les cultures attractives qui sont en floraison ».

La France Agricole

18/12

“

Le projet de révision de l'arrêté « abeilles » prévoit l'interdiction de tous les traitements phytosanitaires pendant la période de floraison des plantes.

La Croix

18/12

“

« C'est une bonne chose si le texte est étendu aux herbicides et fongicides, salue François Veillerette, porte-parole de l'association environnementale Générations futures.

Radio

France Info

18/12



Environnement : Barbara Pompili veut interdire les pesticides sur les cultures qui attirent les abeilles

Depuis qu'elle a annoncé la réautorisation des néonicotinoïdes pour les betteraviers, en août, la ministre de la Transition écologique travaille sur un nouvel arrêté interdisant les pesticides sur les arbres fruitiers, les colzas, les tournesols, et sur toute culture dite attractive.



Publié le 18/12/2020 00:08 Mis à jour le 18/12/2020 00:09

Temps de lecture : 1 min.



“

Dans la liste des dérogations critiquées par *Génération Futures*, les agriculteurs pourront utiliser des produits qui portent la mention "abeilles" de nuit, trois heures après le coucher du soleil.

Presse web

Agence France Presse

18/12



“

(...) indiquent 17 organisations de défense de l'environnement (Greenpeace, Générations Futures, Agir pour l'environnement, Justice Pesticide..) (...).

Terre Net

18/12



“

(...) indiquent 17 organisations de défense de l'environnement (Greenpeace, Générations Futures, Agir pour l'environnement, Justice Pesticide..) (...).



179 rue de La Fayette
75010 Paris
01 45 79 07 59
nadine@generations-futures.fr

 **générations**
FUTURES